

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
Secrétaire de la Rédaction :
Gaston CALMETTE
Téléphone : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT
 Fondateur
REDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
ABONNEMENT
 Trois Mois Six Mois Un An
 Seine, Seine-et-Oise. 45 30 80
 Départements. 48 35 85
 Un an Postale. 21 50 43 86
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

Le Congrès de Versailles

LES CANDIDATS

Ce pluriel n'est peut-être pas justifié, si la vérité d'hier soir subsiste ce matin. Il n'y aurait qu'un candidat, M. Loubet, président du Sénat, maire de Montélimar, fleur de brave homme, et dont le seul tort serait de manquer de prestige, si la fonction présidentielle ne supprimait pas à ce qui peut faire défaut sur ce point au récipiendaire. N'est pas compromis dans l'affaire.

M. Loubet a été hier, à l'ouverture de la séance du Sénat, l'objet d'une ovation chaleureuse. Il est le candidat sénatorial et le Sénat est, malgré les excentricités de la Chambre, ou plutôt à cause de ces excentricités, l'assemblée prépondérante moralement.

Les progressistes, les ralliés, les membres de la droite avaient l'intention de porter M. Méline, qui ne le cède en rien à M. Loubet sous le rapport de la respectabilité, et qui plus que lui a l'expérience du pouvoir. Mais M. Méline a déclaré qu'il déclinait toute candidature, pour ne pas diviser le parti républicain.

Que M. Loubet l'emporte, que M. Méline prenne la tête, que M. Dupuy surprenne, qu'un outsider quelconque apparaisse au dernier tournant, la course n'en sera pas moins courue au milieu d'une indifférence à peu près complète. Hier, dans les bureaux de rédaction, on a organisé le pari mutuel sur les candidats. Jadis, on traitait avec plus d'animation et même de passion les élections présidentielles. Cela provient, probablement, de ce qu'on se rend compte de la profonde inutilité du personnage, tel que le comprennent les derniers qui l'ont joué.

J'avoue que je ne forme de vœux pour personne. Je nourris pour les trois hommes dont je viens de citer les noms trop d'estime et de respect pour leur souhaiter le calvaire présidentiel.

Et c'est avec tristesse que je verrai le vainqueur de ce soir entrer dans la cage d'hypocrite, de tigre et de chacal qu'est devenu le monde politique français, grâce aux mœurs nouvelles introduites dans la presse.

Il est au-dessus des forces humaines de résister à l'infamie manie contractée par certains publicistes de sair tout ce qui dépasse le niveau de l'abjection commune.

Dieu le Père consentirait à quitter son ciel pour présider la République française, qu'il n'échapperait pas aux invectives calomnieuses de quelques feuilles appuyées sur une crédulité et une naïveté de leurs lecteurs, qui croissent en proportion géométrique de la diffusion des écoles et des dépenses scolaires.

Le métier de Président de la République française est devenu une profession malsaine. Il faut être, pour l'accepter, un valet, un fou ou un héros. Le héros est très rare. — J. CORNÉLY.

AVANT LE CONGRÈS

Jeu de nuit, pendant ces heures troubles qui suivent la mort de M. Félix Faure, il semblait qu'on vit éclober spontanément une légion d'ambitionneux en marche vers l'Élysée. On prononçait jusqu'à vingt noms et l'on en craignait d'autres.

Tant de candidatures paraissaient devoir rendre difficile le choix du Congrès et l'on se demandait, avec un peu d'inquiétude, combien il faudrait de tours de scrutin pour éliminer successivement tant de politiciens résolus à faire notre bonheur, et même tant de philosophes qui sacrifiaient, avec résignation, leur repos à la grandeur de la France.

Hier matin, on constatait avec plaisir que ces craintes étaient vaines. Les concurrents s'éliminaient d'eux-mêmes, ne laissant plus en présence que MM. Méline et Loubet. Bientôt même, on ne fut pas autrement assuré de les voir persister jusqu'au bout dans leur lutte très courtoise. Comme ces gens trop bien élevés qui échangent d'inimitiés polites sur le seuil d'une porte sans se résigner à la franchir, M. Loubet disait à M. Méline : « Après vous, monsieur », et M. Méline lui répondait : « Je n'en ferai rien. » Il a fallu, en fin de compte, pour le président du Sénat par les épaules et lui faire une violence douce, amicale et respectueuse, pour le contraindre à sauter le pas.

De très bonne heure, bien qu'ils s'attardent d'ordinaire entre leurs draps, des sénateurs se rendirent au Petit-Luxembourg pour mettre fin aux hésitations de leur président et vaincre ses scrupules. Quelques députés les suivirent : tous se heurtèrent à un refus énergique. Sans doute, tant de démarches pressantes, spontanées, tant de sollicitations flatteuses ne laissaient pas M. Loubet insensible ; mais elles n'ébranlaient point sa résolution, et l'on put craindre que, selon le mot du poète, elle ne se fût changée en statue.

M. Bourgeois l'assura du concours de ses amis politiques et M. Charles Ferry promettait l'appui des progressistes ; le tout en vain. Ils n'obtinrent que cette réponse : « J'ai refusé deux fois avec énergie la présidence de la République ; je la refuse maintenant avec brutalité. »

Au Luxembourg

Ces pourparlers, ces visites se prolongèrent jusqu'à midi, c'est-à-dire jusqu'à

l'heure où les ventres affamés n'ont plus d'oreilles ni de voix.

Le Petit-Luxembourg retombe dans son calme, et bientôt, le Grand-Luxembourg se peuple d'une foule relativement bruyante et animée.

On improvise une réunion plénière sous la présidence de M. Guyot (du Rhône) ; elle dure tout juste cinq minutes, le temps indispensable aux 177 sénateurs présents pour acclamer la candidature de M. Loubet.

Ses amis vont le voir, insistent, lui déclarent qu'il ne peut se dérober plus longtemps aux invitations du Sénat : il hésite, laisse entendre qu'il se résignerait peut-être, mais demande à réfléchir.

La manifestation qui se produit en séance, ces cris, ces applaudissements unanimes qui saluent son entrée et accompagnent sa sortie, une démarche de MM. Desmons et Barbey, présidents de la gauche démocratique et de la gauche républicaine, lui arrachent enfin une demi-capitulation :

« Je vous ferai connaître ma réponse définitive à quatre heures et demie. »

Au Palais-Bourbon

Là aussi, les couloirs sont animés, bruyants et même tumultueux. On échange ses impressions et ses pronostics, en attendant que les groupes se réunissent.

Les noms de MM. Méline et Loubet voltigent sur toutes les lèvres, mais c'est visiblement le dernier qui rencontre la plus grande faveur.

A deux heures et demie, les républicains progressistes, au nombre de quatre-vingts environ, se rendent à l'appel de leur président, M. Barthou.

M. Henry Boucher prend le premier la parole, pose la candidature de M. Méline et ajoute que ce nom est assez éloquent par lui-même pour le dispenser de tout commentaire, de tout éloge.

On l'applaudit, et on applaudit encore davantage M. Barthou lorsqu'il appuie, en peu de mots, la candidature de cet ancien président du Conseil dont il s'honore d'avoir été pendant deux années le collaborateur et d'être resté l'ami respectueux, dévoué.

Aux applaudissements succèdent les acclamations ; elles redoublent lorsqu'on apprend que les ralliés ont unanimement résolu de voter pour M. Méline.

Pendant que les progressistes se répandent dans les couloirs et s'y livrent, en faveur du candidat qu'ils ont choisi, à une active propagande, la gauche démocratique, l'union radicale et l'extrême gauche se réunissent à leur tour.

Ces trois groupes déclarent que, « résolus à écarter toute préférence personnelle pour s'inspirer uniquement d'une pensée de préservation et de concorde républicaines, ils chargent leurs délégués de s'entendre pour assurer l'élection de M. Loubet, candidat soutenu par la majorité des républicains dans les deux Chambres ».

Les délégués tiennent ensuite une course séance et adoptent la résolution que voici :

« Les groupes républicains de gauche ont décidé de porter leurs suffrages sur un candidat à la présidence de la République qui, n'ayant pas été mêlé aux querelles des partis, puisse grouper sur son nom la majorité républicaine des deux Chambres. »

Union radicale, Gauche démocratique, Groupe radical-socialiste, Groupe socialiste

Dans cette conférence, M. Bourgeois a pris la parole pour déclarer, au nom de son ami, M. Brisson, que ce dernier s'efface devant le président du Sénat et votera pour lui.

Chez M. Loubet

Les délégués, que MM. Bourgeois et Brisson accompagnent, se rendent ensuite au Luxembourg et font savoir à M. Loubet que leurs amis sont unanimes à lui offrir la succession de M. Félix Faure. Ils adressent un pressant appel à son dévouement et ajoutent qu'il ne saurait plus lui être permis de se refuser à son devoir.

M. Loubet répond que, profondément touché de leur démarche et des témoignages de sympathie, de confiance de toutes les fractions du parti républicain, il accepte la candidature qui lui est offerte.

Les délégués se retirent et, rencontrant sur leur chemin M. Charles Dupuy, annoncent au président du Conseil l'acceptation définitive de M. Loubet :

« Je m'en réjouis comme vous et avec vous, répond M. Charles Dupuy, c'est mon candidat. »

Dans les couloirs de la Chambre

Le président du Sénat gagne visiblement du terrain au Palais-Bourbon. M. Méline, résistant aux prières de ses amis, déclare qu'il retire sa candidature.

A ce moment, une opposition, d'abord timide, puis violente, surgit et éclate : les nationalistes ne veulent à aucun prix de M. Loubet pour président de la République. C'est, au début, un bruit léger, rasant le sol avant l'orage, qui murmure et file ; c'est bientôt un bruit assourdissant. Bien que, parmi les agents électoraux de M. Loubet, MM. Dujardin-Beaumont, Baduel, de Verninac, l'illustre, bien connus par leur entraînement dreyfusard, se montrent les plus animés, on accuse le président du Sénat de s'être compromis dans un jeu d'homme et de mystère, sur laquelle on évite de fournir quelque lumière et la moindre indication. Le voilà suspect d'être suspect, et c'est une levée de boucliers. Puis, on annonce, pour le lendemain, de terribles réquisitoires, des révélations foudroyantes de M. Quénay de Beaurepaire, et ces manifestations tumultueuses qui sont en quelque sorte l'accompagnement obligatoire et classique de tout Congrès qui se respecte.

Enfin, des Indépendants se réunissent sous la présidence de M. Alphonse Hum-

bert, très animé. Ils sont là quarante, bien comptés, qui font du bruit comme quatre cents et qui crient, avec un bel entrain : « Vive Charles Dupuy ! »

L'un d'eux, M. Farjon, déclare timidement que le président du Conseil vient de lui dire :

« Je ne me présente pas, je ne me présenterai sous aucun prétexte ; je vote pour M. Loubet ! »

On n'en tient nul compte, et les indépendants proclament avec enthousiasme la candidature de M. Charles Dupuy.

Après quoi, leur président, informé que les républicains progressistes tiennent une nouvelle séance, s'empresse de s'y rendre pour les inviter à soutenir son candidat.

Il se heurte à une certaine réserve, à une significative froideur ; on prend acte de sa démarche et on l'éconduit avec politesse.

La seconde réunion des progressistes

Le désistement de M. Méline a rendu nécessaire une nouvelle délibération du groupe progressiste.

On l'entoure, on le presse, on le prie, on le somme de revenir sur sa décision ; mais il s'en défend :

« Si l'on s'agissait, dit-il, que de me faire battre, ce serait sans importance ; mais je me refuse à diviser le parti républicain, à consacrer la défaite de mes amis. »

Mais M. Audiffred ne veut rien entendre ; MM. Pichon et de Salagnac-Fénelon déclarent que M. Méline n'a pas le droit de se soustraire au vœu des républicains, que ces derniers ont le devoir de se compter sur son nom.

Le débat s'anime, s'échauffe, et, de confus, devient tumultueux. Plus le diapason s'élève, et moins on réussit à s'entendre.

M. Méline persiste dans son refus ; un certain nombre de progressistes émettent la prétention de le transformer en candidat malgré lui, et comme l'obscurité jaillit du choc de tant d'idées, on s'ajourne à neuf heures du soir, avec la vague espérance d'arriver à un hypothétique accord.

La troisième réunion des progressistes

Le groupe progressiste a donc tenu sa troisième séance à neuf heures du soir. Elle a été fort confuse et fort mouvementée.

La séance était présidée par M. Barthou qui, à un moment donné, voyant la tournure que prenait la discussion, a abandonné le fauteuil et est parti, laissant la présidence à M. Henry Boucher.

M. Barthou, en effet, qui, dans la journée, s'était prononcé pour la candidature de M. Loubet, dans les circonstances où elle s'était produite, et après le désistement de M. Méline lui-même, il ne convenait pas d'engager une lutte aussi préjudiciable à M. Méline qu'au parti progressiste, et de faire ainsi de l'élection de M. Loubet, candidat modéré, un échec pour les modérés de la Chambre.

Tel n'a pas paru être l'avis du groupe, assez peu nombreux, du reste, à cette réunion, et qui a décidé de maintenir quand même la candidature de M. Méline, tout en désignant une délégation de six membres qui se joindront à son bureau pour aller conférer dans la soirée même avec les bureaux des groupes républicains du Sénat.

Cette délégation était composée de MM. Audiffred, Alicot, Charles Ferry, Perrier, Cochery, colonel Guérin et de Kerjégou.

On ignore si les délégués auront pu, à l'heure tardive où ils se sont mis en marche, trouver les sénateurs encore levés. Quoi qu'il en soit, le groupe progressiste est convoqué pour ce matin, à huit heures, pour connaître les résultats de cette entrevue qui ne semble pas devoir produire des résultats bien décisifs.

Voici, d'ailleurs, le procès-verbal officiel qui a été communiqué à l'issue de cette réunion.

« Le groupe des républicains progressistes s'est réuni ce soir, à neuf heures et demie, sous la présidence de M. Henri Boucher. Il a voté à l'unanimité la résolution suivante, présentée par M. Audiffred :

« Le groupe des républicains progressistes rappelle que dans la réunion tenue à deux heures et demie, il a acclamé à l'unanimité la candidature de M. Méline, invite son bureau à s'entendre avec les groupes républicains progressistes du Sénat et lui adjoint, pour cette démarche, MM. Cochery, Audiffred, colonel Guérin, Alicot, Perrier, de Kerjégou et Charles Ferry. »

Les délégués se sont rendus immédiatement au Sénat, et demain matin ils rendront compte de leur mission à la réunion qui aura lieu à huit heures et demie, au Palais-Bourbon. »

QUELQUES CONVERSATIONS

M. Charles Dupuy

Comme on peut le penser, les deux personnes qui ont été le plus entourées hier, dans les couloirs de la Chambre, étaient M. Charles Dupuy et M. Méline. Le président du Conseil répondait très franchement et très loyalement aux questions qu'on lui posait :

« Je n'ai pas, disait-il, à poser ma candidature. On ne pose pas sa candidature à la présidence de la République. Si elle vous est offerte, dans des conditions sérieuses et honorables, on voit ce qu'on a à faire, et si l'on doit, ou non, accepter. Il m'est impossible, pour ma

part, de dire actuellement autre chose. Si je me dessinait dans les groupes républicains un mouvement en ma faveur, je ne me déroberais pas à un honneur qui serait en même temps un bien lourd fardeau. Si d'autres que moi sont l'objet de cette désignation, je n'en éprouverai nul regret, et je resterai à mon rang, continuant à y servir, du mieux que je peux, les intérêts de la République. »

Et M. Charles Dupuy, après avoir fait à diverses personnes cette déclaration, à la correction de laquelle chacun rendait hommage, a quitté la Chambre pour que sa présence n'y donnât pas lieu à de fausses interprétations. Ayant même appris, au cours de la journée, que son nom était prononcé dans certains conciliabules isolés, il a dépêché deux de ses amis les plus dévoués, MM. Farjon et Neron-Bancel, pour faire déclarer qu'il demeurait étranger à ces combinaisons particulières et qu'il était bien résolu à n'accepter la candidature que si elle résultait pour lui d'une importante manifestation du parti républicain.

C'est sur ce terrain, très net, que s'est tenu toute la journée M. le président du Conseil.

M. Méline

La situation de M. Méline était plus délicate. Il avait été désigné, en effet, par le groupe progressiste, et sa candidature se trouvait donc virtuellement posée.

On savait cependant que M. Méline avait déclaré qu'il n'entrerait pas en compétition avec M. Loubet, et toute la question était donc de savoir si le président du Sénat avait, ou non, candidat.

Les avis différaient là-dessus, et les discussions étaient des plus vives :

« J'affirme, disait M. Charles Ferry, que M. Loubet ne sera pas candidat. Il me l'a dit à moi-même. »

« A quelle heure ? interroge M. Doumergue. »

« A onze heures. »

« Eh bien ! je l'ai vu, moi, à une heure. Et M. Bourgeois également l'a vu, et aussi M. Camille Pelletan. Et il n'a pas été aussi affirmatif que vous le dites. Il a opposé une certaine résistance, mais, en résumé, il nous a dit qu'il attendrait, avant de prendre une décision, de connaître les résolutions du groupe républicain du Sénat et de la Chambre... »

Plus loin, dans un autre groupe, c'est le même débat :

« Je vous dis qu'il refuse ! affirme M. Sauzet... »

« Je vous dis qu'il accepte ! riposte M. Jumeau... »

Soudain, des nouvelles arrivent, très précises, du Sénat. La haute Assemblée s'est prononcée à l'unanimité pour M. Loubet, et, devant cette manifestation, les délégués que les groupes progressistes avaient envoyés au Luxembourg ont renoncé à y poser la candidature de M. Méline.

M. Méline lui-même s'est rendu au Sénat, et il eut une conférence avec M. Loubet. Il s'agit de savoir lequel des deux restera sur les rangs. Et tout à coup le bruit se répand :

« M. Méline se retire ! »

Voici, en effet, M. Méline qui revient du Luxembourg. On l'entoure, on l'assiege, on l'étouffe presque. Avec beaucoup de calme, il donne les explications qu'il répète tout à l'heure au sein du groupe progressiste :

« La situation est bien simple, dit-il. Je n'avais accepté d'être candidat que parce qu'il m'avait été affirmé que M. Loubet ne voulait l'être à aucun prix. Il l'avait dit ce matin à plusieurs de nos amis communs, et, devant l'insistance de mon parti, j'avais consenti alors, malgré mes répugnances, à assumer une lourde tâche qui n'a rien de bien enviable au temps où nous vivons. »

« La situation, depuis ce matin, s'est modifiée. M. Loubet, cédant à des instances et à des manifestations dont je suis le premier à reconnaître la valeur, revient sur sa détermination première. Il est candidat. Dans ces conditions, je me retire. M. Loubet est un de mes amis personnels et politiques. Il ne me convient nullement d'entrer en compétition avec lui, et il me convient encore moins que nos amis se divisent sur nos deux noms. »

« C'est ce que je vais dire tout à l'heure au groupe progressiste, avec la même netteté que je vous le dis ici... »

Et M. Méline se dirige en effet vers le 6^e bureau, où se tient la réunion du groupe progressiste. Mais une cinquantaine de députés de toutes les nuances, républicains, conservateurs, nationalistes, s'attachent aux pas de l'ancien président du Conseil, l'objurguant de ne pas se dérober, le sommant même, en termes impératifs, de maintenir sa candidature :

« Vous avez été désigné, vous n'avez pas le droit de vous dérober ! »

« Vous ne vous appartenez plus. La décision à prendre ne regarde que nous ! »

« Si vous vous désistiez, nous vous porterions quand même ! »

« Maintenez-vous ! Votre élection est sûre... »

C'est, autour de M. Méline, un tapage assourdissant auquel il n'arrive à se soustraire qu'à grand-peine, en s'en tirant par quelques vagues paroles.

Merci, merci bien... Je verrai, je réfléchirai... Mais, je vous prie, on m'attend à mon groupe... »

El l'ancien président du Conseil, toujours très calme et sans paraître autrement impressionné, se dérobe à ces agitations.

M. Loubet

M. Loubet, lui, n'était pas à la Chambre, mais cela ne l'a pas empêché d'être, toute la journée, tourné et retourné sur le gril. Depuis sept heures du matin, c'est à sa candidature, à sa présidence, à son cabinet, à son sénat, au Palais-Bourbon lui arrivant, à chaque instant, des délégations, et, à huit heures du soir, il n'avait pas encore pu se mettre à table, dérogation

très rare pour un homme si méthodique et si ponctuel.

Un de nos amis a pu le voir à la fin de la journée :

« Je suis exténué ! lui a dit le président du Sénat, et je viens de passer une journée vraiment effroyable qui suffirait à me prouver à quel point j'avais raison de tant résister aux offres de candidature qui m'ont été faites. Car il est très vrai que j'ai commencé par refuser énergiquement, et ceux qui me connaissent savent bien que j'étais sincère. Je n'ai jamais recherché les honneurs ; mais je ne me suis jamais dérobé, non plus, à mon devoir ! »

« La situation a été modifiée pour moi quand les groupes républicains du Sénat m'ont, à l'unanimité, désigné comme candidat. Pouvais-je le refuser, moi, président du Sénat, une désignation faite dans de pareilles conditions ? Ne m'était-elle pas en quelque sorte imposée, et ne me dictait-elle pas mon devoir, quoique ce devoir fût contraire à mon repos, à ma tranquillité et à mes goûts ? »

« J'ai donc, après de longues hésitations, fini par accepter, et, si je suis élu, je me consolerai à l'avance des déboires qui peuvent m'attendre, en songeant que j'aurai l'occasion de m'employer de toutes mes forces et de tout mon cœur à ramener un peu d'union et d'apaisement dans le parti républicain et dans le pays tout entier, si profondément divisés aujourd'hui... »

BRUIT DE COULOIRS

Malgré cet accord, au moins apparent de la majorité du Sénat et d'une partie de la Chambre, la candidature de M. Loubet ne semble malheureusement pas nous amener, de quelque temps encore, l'apaisement rêvé.

Dans les couloirs, on annonçait comme une menace l'ouverture immédiate d'une campagne qui est toute prête, paraît-il, contre M. Loubet.

Déjà !

On reproche à M. Loubet, nous rappelle-t-on, son attitude dans les affaires d'Arton et les révélations de la brochure de M. Dupas à ce sujet.

La brochure de M. Dupas, qui fit tant de bruit en 1893 et qui amena M. Loubet devant la Commission d'enquête de Panama, prouve les relations, les offres ou les marchandages auxquels se livrèrent les divers ministères qui se sont succédé de 1892 à 1893 dans la direction des affaires du pays.

Tandis que MM. Loubet, Ribot, Develle et Dupuy, successivement interpellés, affirmaient à la tribune de la Chambre, que « rien n'était négligé pour arrêter Arton sur tous les points du monde où il pourrait se trouver », ces mêmes ministères, à ce même moment, confiaient à un de leurs agents les plus intelligents, M. Dupas, secrétaire du directeur de la Sûreté générale, la mission de traquer, au contraire, avec Arton ; et pendant les longues périodes de ces négociations secrètes, ils étaient renseignés, heure par heure, pour ainsi dire, sur les moindres déplacements du fugitif, sur ses réponses et sur les conditions qu'il mettait à la livraison de son dossier.

C'est M. Loubet qui fut plus particulièrement visé dans la brochure de M. Dupas, et ce fut lui, comme ministre de l'intérieur, avec la collaboration de M. Soinoury, qui décida cette fameuse entrevue de Venise avec Arton, entrevue qui fit couler tant d'encre et fit l'objet de tant de commentaires quand on apprit que l'envoyé du ministre avait passé deux journées entières à l'hôtel della Luna avec Arton, que l'on croyait disparu !

Souhaitons que cette longue histoire ne recommence pas !

MANIFESTATIONS

Une manifestation contre M. Loubet et en faveur de M. Méline s'est produite à onze heures du soir sur les boulevards devant le Grand Cercle républicain de la rue de Grammont.

Après avoir crié : « Conspuet Loubet ! A bas Arton ! Panama ! » les manifestants se sont séparés aux cris de « Vive Méline ! »

Une autre manifestation est annoncée, sous l'inspiration des anciens boulangistes.

M. Paul Déroulède, revenant de Nice à neuf heures ce matin, gare de Lyon, pour prendre part au Congrès, la Ligue des patriotes a décidé d'aller, d'accord avec le groupe nationaliste, saluer l'arrivée de son chef.

Un outsider ?

Au milieu de ces manifestations très diverses et de ce désarroi, un... outsider pourrait fort bien être élu.

Et ceux qui parlent, à ce propos, de M. de Freycinet, le ministre de la guerre qui a conquis toutes les sympathies de l'armée, ne sont peut-être pas les moins bien inspirés.

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis pour la seconde fois le soir, à cinq heures, en Conseil de cabinet, au ministère de l'intérieur, sous la présidence de M. Charles Dupuy.

Ils ont décidé que les Cours et Tribunaux ne siégeraient pas le jour des obsèques du Président de la République. Les administrations, les écoles, les lycées et les établissements d'instruction publique, seront également fermés ce jour-là.

Les ministres partiront ce matin, à midi, par la gare Saint-Lazare, pour Versailles. Des voitures seront mises à la disposition du corps diplomatique.

M. Dupuy a fait connaître à ses collègues qu'en vertu des instructions données par lui le 6 février, il a été saisi en gare du Nord un colis contenant cinq mille brochures en celluloid, avec photographies représentant le duc d'Orléans, et portant cette mention : « Vive le duc d'Orléans ! »

La Presse et le Congrès

LES JOURNAUX DE CE MATIN

M. Judet écrit dans le *Petit Journal* : Le Congrès ne saurait négliger à cette heure critique les avertissements solennels qui lui sont donnés de toutes parts par les voix les plus indépendantes et les plus qualifiées ; après quelques tâtonnements, la politique fermement indiquée par M. Dupuy s'est dessinée aux applaudissements de l'immense majorité. Cette politique nationale, virile et fière est celle qui doit recevoir sa consécration suprême dans l'assemblée des deux Chambres réunies à Versailles.

La France s'étonnerait que le Congrès fût indifférent à ses vœux, elle s'indignerait qu'il y fût hostile ; elle demande, avec une insistance qui veut être comprise et obéie, que le Président retienne exactement sa pensée profonde, pour la personnifier à la tête de l'Etat.

Du *Petit Parisien* :

niés, avec cette différence qu'au lieu de l'épave par le Pape, il le serait par le peuple.

M. Jaurès écrit dans la *Petite République* :

Le devoir républicain apparaît aujourd'hui très précis, très clair. C'est à M. Méline qu'il faut barrer la route.

Tous les réactionnaires, tous les cléricaux, tous les faiseurs de coup d'Etat qui n'ont recouru d'ambulance à la brutalité du glaive et qui veulent prétendre au coup de force par la dissolution morale de la République, sont décidés à voter pour lui.

En aidant à son succès, les amis de M. Rochefort comme ceux de M. Drumont achèvent de se classer dans la réaction la plus cynique. Contre cette coalition des royalistes, des cléricaux, des antisémites, des nationalistes et des réactionnaires du centre, tout le parti républicain fera bloc.

Et il vaincra.

De M. Charles Bos, dans le *Rappel* :

C'est M. Loubet, président du Sénat, qui, aujourd'hui même, sera proclamé Président de la République en remplacement de M. Félix Faure, décédé. Et il le sera avec toutes les voix républicaines. J'ai vu, tout de suite, que c'était M. Charles Dupuy, s'il n'avait pas commis une erreur contre la République et la liberté, avec la complicité de tous les réactionnaires, de présenter un projet de loi de circonstance. Il y a décidément une justice immanente !

M. Henry Maret, dans le *Radical*, applaudit à l'union des républicains sur le nom de M. Loubet. Il ajoute :

Je ne comprends même pas, je l'avoue, que des républicains puissent proposer le projet de porter Méline. Comment ne voit-on pas que la première condition à laquelle doit satisfaire un président, c'est de ne s'être pas compromis dans les luttes politiques et d'avoir au moins l'apparence de la neutralité ? La nomination de Méline correspondrait à une véritable déclaration de guerre, et nous révélerions le parti républicain, qu'on le sache bien, nous ne reconnaitrions ce personnage, et c'est personnellement que nous le prendrions à partie, sans relâche ni pitié.

M. Millerand écrit dans la *Lanterne* : Nous aurons, ce matin, une belle presse. Les ennemis de la République, les socialistes fanatiques du parti militariste et casarrien vont jeter, à pleins seaux, la boue et l'ordure sur le candidat qui sera, ce soir, le premier magistrat de la République.

Is ne feront que se déconsidérer un peu plus et souligner avec plus de force leur irrationnelle défiance. Nous pouvons, sans émoi, écouter leurs cris de rage.

Is crient, donc ils sont touchés.

M. Clemenceau écrit dans l'*Aurore* :

Ce que le peuple souverain demande à son maître, à cette heure, peut tenir en une courte formule : la vérité, la justice, la loi. Cela semble peu de chose. Il faut croire que c'est trop, puisque nos gouvernements nous ont plongés dans une crise mortelle plutôt que de nous donner la loi, la justice, la vérité. Vers Loubet nous nous tournons en cette détresse. Vers Loubet qui ne veut certes pas la réforme sociale, pas plus qu'une réforme politique qui pourrait lui coûter ses honneurs. Vers Loubet que nous croyons un honnête homme et à qui nous demandons de pacifier la France par la vérité, par la justice, par la loi.

Telle est pour nous l'espérance de cette élection. Et c'est un heureux signe que les partisans de l'arbitraire et de l'iniquité en soient réduits à chercher un candidat sans pouvoir le rencontrer. Par bonheur ils n'ont pas pu compter sur M. Cavaignac, qui n'est pas homme à refuser son nom. Il nous faut au moins un combat pour goûter les douceurs de la victoire.

LE CONGRÈS

LA RÉUNION D'AUJOURD'HUI

La réunion du Congrès a été portée à la connaissance des sénateurs et députés par le communiqué suivant :

« Le président de l'Assemblée nationale a informé le président du Conseil que l'Assemblée nationale se réunira à Versailles, pour l'élection du Président de la République, le samedi 18, à une heure de l'après-midi. »

L'élection d'un Président de la République est régie par les lois suivantes : L'article 7 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 est ainsi conçu :

En cas de vacance par décès ou pour toute autre cause, les deux Chambres réunies procèdent immédiatement à l'élection du nouveau Président.

Dans l'intervalle, le Conseil des ministres est investi du pouvoir exécutif.

En outre, l'article 3 de la loi du 18 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics porte ce qui suit :

En cas de décès ou de démission du Président de la République, les deux Chambres se réunissent immédiatement et de plein droit.

M. Pierre, le secrétaire général de la présidence de la Chambre et le commentateur de notre droit constitutionnel parlementaire, dit dans son *Traité de droit politique* :

Bien que l'article 7 de la loi du 25 février 1875 porte qu'il est procédé immédiatement à l'élection d'un nouveau président, l'Assemblée nationale peut n'être convoquée que pour le lendemain.

Il existe, en effet, plusieurs précédents de ce renvoi au lendemain, entre autres celui fourni par l'élection de M. Carnot, le 3 décembre 1877. C'est la veille que la vacance du siège présidentiel s'était produite, par la démission de M. Grévy.

Mais il y a aussi un précédent d'une élection faite le jour même où la vacance du siège présidentiel s'est produite, c'est celui du remplacement du maréchal de Mac-Mahon par M. Grévy, le 30 janvier 1879. Démissionnaire à deux heures de l'après-midi, le maréchal de Mac-Mahon était remplacé à sept heures du soir par le Congrès réuni immédiatement.

C'est, on le sait, M. Loubet qui, en sa qualité de président du Sénat, est président de droit du Congrès. Mais aujourd'hui, en sa qualité de candidat, il ne présidera pas la séance, et il cèdera le fauteuil à l'un des vice-présidents.

Leurs âges

Il nous a paru curieux de relever l'âge des différents personnages politiques dont on parle comme candidats ou comme outsiders.

M. Emile LOUBET, né à Marsanne (Drôme). Agé de soixante ans. Il les a eus le 31 décembre dernier.

Député de 1876 à 1885. Appartient au Sénat depuis quatorze ans.

M. Félix-Jules MÉLINE, né à Remiremont (Vosges). Plus âgé que M. Loubet de sept mois. Aura soixante un ans le 20 mai prochain.

Membre de la Chambre des députés depuis vingt-sept ans.

Charles DUPUY, né au Puy (Haute-Loire), le 5 novembre 1851. Agé de quarante-sept ans.

Membre de la Chambre des députés depuis quatorze ans.

M. Paul-Eugène-LOUIS DESCHANEL, né le 13 février 1856, à Bruxelles. Quarante-trois ans.

Membre de la Chambre des députés depuis quatorze ans.

M. Henri BRISSON, né le 31 janvier 1835, à Bourges, soixante-trois ans et demi. Entré à la Chambre des députés en 1871.

M. Eugène-Godefroy CAVAIGNAC, né le 21 mai 1853, à Paris, quarante-six ans, — dans trois mois.

Appartient à la Chambre des députés depuis seize ans.

LES MESURES D'ORDRE

Le gouvernement ayant été avisé que des manifestations étaient projetées, quel que fût le résultat du scrutin du Congrès de Versailles, a pris les mesures nécessaires pour que l'ordre ne soit troublé ni à Versailles ni à Paris.

Les différents groupes de la Ligue des patriotes se sont réunis, hier soir, dans plusieurs quartiers de Paris, pour prendre une résolution et un mot d'ordre. Leurs projets n'aboutiront pas, à la condition qu'il ne soit poussé aucun cri discordant si le nouvel élu ne leur est pas sympathique. Dans le cas contraire leur manifestation sera sévèrement réprimée, comme celle des autres qui pourraient se produire. C'est chose décidée.

On annonce, d'autre part, que M. le colonel Monteil se propose, par voie d'affichage, comme candidat de l'armée à la présidence de la République.

Voici les mesures d'ordre qui ont été prises pour aujourd'hui :

M. Poisson, préfet de Seine-et-Oise, est chargé d'assurer l'ordre à Versailles, avec le concours de la gendarmerie de Seine-et-Oise et des troupes de la garnison. Des agents de la Sûreté générale et des brigades de recherches seront également mis à sa disposition.

Pour Paris, le service d'ordre sera assuré par la police municipale :

A la gare Saint-Lazare, pour le départ, par deux compagnies d'agents des brigades de réserve, des agents du huitième arrondissement ; pour le retour, par deux escadrons de gardes à cheval et deux compagnies d'agents de réserve.

Les troupes seront consignées. M. Touny, directeur de la police municipale, se tiendra à la gare Saint-Lazare, avec les commissaires divisionnaires Bouvier et Orsat. Entre temps, ce dernier surveillera les boulevards.

Le commissaire divisionnaire Noriot, sera chargé du maintien de l'ordre à la gare Montparnasse ; il aura pour le second les agents des treizième et quatorzième arrondissements, commandés par leurs officiers de paix respectifs.

A partir de ce matin, en raison de l'exposition du corps de M. Félix Faure, un service d'ordre commandé par M. Mouquin, commissaire divisionnaire, secondé par M. Murat, officier de paix de l'arrondissement, sera établi à l'Élysée. Dès que le défilé devant la dépouille mortelle aura été autorisé, les agents des quinzième et seizième arrondissements formeront une double haie.

Dans les casernes de gardes municipaux, les troupes auront les faisceaux formés et se tiendront prêtes à toute éventualité.

Les trains du Congrès

Pendant la durée du Congrès, des trains spéciaux auront lieu de Paris-Saint-Lazare et de Paris-Montparnasse aux heures indiquées ci-après :

Paris (Saint-Lazare), départ 11 h. 50. Versailles (rive gauche), arrivée 12 h. 23. Paris (Montparnasse), départ 11 h. 55. Versailles (rive gauche), arrivée 12 h. 20.

En cas d'insuffisance de ces trains, un second train suivra à cinq minutes d'intervalle sur chacune des deux lignes.

Pour le retour sur Paris, vingt ou trente minutes environ après la fin des séances du Congrès, un train spécial partira de Versailles (rive gauche) pour Paris (Montparnasse) et deux trains spéciaux partiront de Versailles (rive droite) pour Paris (Saint-Lazare).

Il ne sera admis, dans les trains spéciaux, tant à l'aller qu'au retour, que MM. les membres du Congrès et les personnes qui les accompagneront, lesquelles devront être munies de billets de chemin de fer.

Et maintenant, en route pour Versailles !

La séance de la Chambre

L'homme qui aurait dû hier, au sortir de la Chambre, qu'on ne discuterait pas aujourd'hui le budget de l'agriculture, aurait passé pour un fou. Il aurait eu raison cependant !

Je renonce à analyser les impressions et les propos échangés dans le Salon de la Paix et dans les couloirs avant l'ouverture de la séance. Une idée, toutefois, s'en dégage, c'est que la mort subite du Président de la République dans les circonstances actuelles ajoute encore un élément de plus aux difficultés de la situation et au trouble des esprits. On célèbre les mérites de M. Félix Faure, mais on se préoccupe surtout de lui choisir un successeur. Plusieurs noms sont prononcés, mais c'est évidemment celui de M. Loubet, président du Sénat, qui est prononcé avec le plus de faveur.

A deux heures un quart, MM. Charles Dupuy, président du Conseil ; de Freycinet, Lebrun, Krantz, Delcassé, Poyral, Viger, Jules Légrand, prennent place à leur banc ministériel, en face de la tribune voilée d'un crêpe, et M. Paul Deschanel prend la parole :

M. Paul Deschanel, président. — La Chambre partage la douloureuse émotion que j'éprouve en ouvrant cette séance.

J'ai reçu de M. le président du Conseil la lettre suivante :

Monsieur le président,

Au nom du gouvernement, j'ai la douleur de vous faire part du décès du Président de la République française.

M. le Président a succombé, hier soir, à dix heures, à une attaque d'apoplexie foudroyante.

Le Parlement et le pays tout entier ressentent vivement ce deuil cruel ; la démocratie française, voyant disparaître l'un des citoyens qui l'ont le plus aimé et le mieux servi, unira sa douleur à celle de la famille du président Félix Faure. (Applaudissements.)

Après avoir vu le président, les assurances de ma haute considération.

Le président du Conseil,

Ministre de l'Intérieur et des cultes,

Charles Dupuy.

Après cette lecture, M. Paul Deschanel exprime, en quelques mots très brefs, les sentiments et les regrets unanimes de l'Assemblée. Une allusion au voyage de Russie et au prestige qui en résultait sur le Président de la République arrête un instant la pensée sur cette fragilité des grandeurs humaines dont sont remplies toutes les oraisons funèbres des personnages illustres ; mais ce formidable contraste entre la gloire de la veille et le néant du lendemain n'éveille plus les grandes émotions religieuses d'autrefois. « Le Président se meurt ! Le Président est mort ! » Ce coup de foudre ne provoque guère, dans le monde politique, d'autre réflexion que celle-ci : « Qui allons-nous mettre à sa place ? »

M. Paul Deschanel a senti et n'a pas insisté :

M. le président. — Messieurs les députés, La patrie entière pleure son illustre enfant, si secourable aux souffrants et aux humbles, si avisé dans le conseil, et qui, en des circonstances inoubliables, personnifia la France chez un grand peuple ami avec tant de dignité et de bonne grâce. (Applaudissements.)

Que tous les Français s'unissent autour de ce cercueil, sous les plis du drapeau, sous l'égide des lois. Très bien ! Très bien ! Ce sera la meilleure manière d'honorer la mémoire de ce fils du peuple, devenu, par le travail, le premier magistrat de la République. (Applaudissements.)

Nos âmes, en cette heure tragique, sont avec la famille désespérée qui a perdu ce qu'elle avait de plus cher. (Applaudissements.)

On sait qu'aux termes de la Constitution, c'est le président du Sénat qui convoque l'Assemblée nationale et qui la préside. M. Loubet en a donné avis à M. Deschanel par une lettre officielle que celui-ci a communiquée à la Chambre :

Paris, le 17 février 1899.

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'Assemblée nationale se réunira le samedi 18 février, à une heure, à Versailles, pour procéder à l'élection du Président de la République.

Je vous prie de vouloir bien en informer MM. les députés.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,

Emile Loubet.

Après cette lecture, la Chambre a levé sa séance en signe de deuil, laissant à son président le soin de la convocation. Ce sera probablement pour mardi. Mon voisin et ami Paul Bosq vous rendra compte des délibérations des groupes. Les paris sont ouverts, mais il serait bien extraordinaire qu'un candidat qui a pour lui le Sénat tout entier et la moitié de la Chambre ne fût pas élu au premier tour.

Pas-Pardus.

La séance du Sénat

La séance est ouverte à trois heures un quart.

La tribune est voilée d'un crêpe.

Lorsque, après la lecture du procès-verbal, le président se lève, une triple salve d'applaudissements éclate et les sénateurs, debout pour la plupart, crient : « Vive la République ! »

Très ému, M. Loubet lit d'une voix à peine distincte la lettre de M. Charles Dupuy annonçant la mort de M. Félix Faure, et ajoute :

A cause de l'émotion que je ressens et que nous ressentons tous, je ne pourrais en ce moment louer comme il convient le Président qui vient de disparaître.

Tout le monde, dans cette enceinte, partagera les regrets exprimés par le président du Conseil.

Le Sénat sera unanime à s'associer au deuil qui frappe non seulement la République, mais la France tout entière.

Parti des rangs les plus obscurs, le Président défunt s'était, par son travail, par son labeur, par son intelligence et son dévouement de tous les jours, élevé au rang le plus élevé dans l'Etat. Puis, dans la haute fonction qu'il occupait pendant quatre ans, il a tenu haut et ferme le drapeau de notre pays.

Il a su, dans des temps troublés, conserver la sérénité qui convient au Président de la République ; et, profondément soucieux de la grandeur de notre pays, il a tenu avec dignité sa place dans le concert européen dans des circonstances que nous n'avons pas oubliées. (Applaudissements.)

Le Sénat s'associe tout entier à l'expression des sympathies et des regrets que sa perte nous inspire. Il voudra en envoyer le témoignage artistique et unanime à la famille qui le pleure en ce moment. (Applaudissements répétés.)

M. Loubet donne ensuite lecture de la loi de 1875 relative à la réunion du Congrès et annonce que cette réunion aura lieu samedi, à une heure, à Versailles.

Une nouvelle salve d'applaudissements salue M. Loubet à son départ, et il quitte la salle des séances au milieu des cris répétés de : « Vive la République ! »

P. B.

LA MORT

DE

M. FÉLIX FAURE

LA JOURNÉE A L'ÉLYSÉE

La mort de M. Félix Faure a été si soudaine que la consternation des hôtes et du personnel du palais présidentiel rappelle absolument celle que tous les habitants de l'Élysée ont déjà constatée entre la mort et les obsèques du Président Carnot.

Les visages sont lugubres ; la solennité officielle en augmente encore la stupeur. Les gens qui se connaissent se serrent les mains en silence. Les autres se frottent comme des ombres. C'est navrant.

Durant toute la nuit, le défunt a été gardé à tour de rôle, dans la chambre même du premier étage où la mort l'a frappé, par les officiers de sa maison militaire.

La constatation du décès a été faite à huit heures et demie du matin, par le docteur Poirier, médecin de l'état civil, qui accompagnait M. Bourdeley, maire du huitième arrondissement.

Voici le libellé de la feuille déposée à la mairie à la suite de cette constatation :

Je déclare que le décès est constant et pa-

rait avoir été causé par congestion et hémorragie cérébrale.

L'acte de décès a été enregistré à onze heures, à la mairie du huitième arrondissement. Il porte le n° 290 du 38^e feuillet. Il est ainsi conçu :

L'an mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, le dix-sept février, à onze heures du matin, acte de décès de François-Félix Faure, âgé de cinquante-huit ans, Président de la République française, grand-maître de l'Ordre national de la Légion d'honneur, né à Paris le 30 janvier 1841, y décédé en son domicile, à dix heures du soir, fils de Jean-Marie Faure et de Rose-Alexandrine Guissard, époux décédés ; époux de Berthe-Marie-Mathilde Bellout, âgée de cinquante-trois ans, sans profession, même domicile.

Dressé, vérification faite du décès, par nous, Paul-Ernest Bourdeley, maire, officier de l'Etat civil du huitième arrondissement de Paris, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'instruction publique, sur la déclaration de Charles Blanc, quarante-deux ans, préfet de police, officier de la Légion d'honneur, demeurant à Paris, 7, boulevard du Palais ; de Louis-Romain Le Gall, âgé de quarante-huit ans, inspecteur en chef de la marine, directeur du cabinet du Président de la République, commandeur de la Légion d'honneur, demeurant à Paris, palais de l'Élysée, et de Henri Blondel, âgé de trente-six ans, sous-directeur du cabinet du Président de la République, chevalier de la Légion d'honneur, demeurant à Paris, palais de l'Élysée, qui ont signé avec nous après lecture.

Signé : Charles BLANC, L. LE GALL, HENRI BLONDEL, Paul BOURDELEY.

Aussitôt après la constatation, les portes du palais présidentiel s'ouvrent aux amis et à une armée d'ouvriers.

L'embaumement

A huit heures trois quarts du matin, un des médecins qui, la veille, ont été appelés auprès du Président, le docteur Cheurlo, beau-frère de M. René Berge, arrive à l'Élysée avec trois internes.

D'habitude, on ne procède à l'embaumement que vingt-quatre heures après la déclaration du décès à la mairie. Or la mort n'a été déclarée qu'à huit heures à la mairie de la rue d'Anjou, mais, après l'examen des conditions rapides dans lesquelles s'est opéré le décès, les médecins ont jugé nécessaire d'avancer l'embaumement.

Le docteur Cheurlo fait dresser une table au rez-de-chaussée, dans la galerie dite de *Don Quichotte* à cause des tapisseries qui l'ornent et qui retracent la vie du chevalier errant. On descend le corps du Président, on l'étend sur cette table, et le docteur aussitôt procède, avec ses internes, aux opérations, pendant que Bridier, le valet de chambre particulier du Président, soutient, pour les injections, la tête, les bras, les jambes, suivant les ordres que le docteur lui donne. Secourus par la douleur, M. Le Gall, M. Blondel, le colonel Ménétrez, assistent de loin aux opérations, qui leur semblent interminables. Elles ont duré jusqu'à dix heures et demie.

Aussitôt après l'embaumement, on procède à la toilette du Président de la République. On s'apprête à le porter sur le catafalque où nous le verrons tout à l'heure.

La famille

Durant toute la journée, Mme Faure et ses filles sont restées au premier étage au milieu de leurs amies intimes. Elles ne sont descendues que quelques minutes, quand le corps du Président a été déposé sur le catafalque, pour le voir, les premières, à travers combien de larmes ! Dans le salon qui précède les appartements privés, M. Berge reçoit les nombreux visiteurs : le commandant Germinet, le général Brugère et Mme Brugère, M. Maurice Binder, etc.

La chapelle ardente

Il est deux heures quand un des membres de la maison militaire vient inviter la presse à se rendre à la chapelle ardente installée, non dans le salon doré, comme après la mort de M. Carnot, mais dans la salle des fêtes.

Au milieu, au-dessus du catafalque, on dais en velours noir brodé d'argent. Entre ses colonnes, garnies de feuillage, un lit de parade, très incliné, où repose le défunt.

Il est en habit, portant en écharpe sur un gilet blanc le grand cordon de la Légion d'honneur, dont la grande plaque brille à sa gauche.

Il a, presque à la hauteur de la taille, la main droite posée sur la main gauche. Les doigts, très rigides et très blancs, sont séparés les uns des autres. Il semble qu'on n'aurait qu'à les toucher pour les casser.

Le visage n'a point la douceur résignée qu'offrent le plus souvent ceux des morts. On y lit, au contraire, la souffrance. Il est très pâle avec de petites taches noires aux pommettes.

Cela provient, nous dit-on, de ce que l'embaumement a été fait avant l'heure où la mort met le repos sur les traits. En certains endroits, le sang est resté coagulé.

Sur les pieds on drapait obliquement un drapeau tricolore, pendant que, dans les salles voisines, les ouvriers se hâtent de faire disparaître les vestiges de la fête qu'on était en train de préparer pour le 23, jour fixé pour l'enterrement !

A droite du défunt vingt bougies, autant à gauche, douze derrière la tête, projetant sur le corps une lumière douce.

Tout autour, sur des escabeaux noirs à bordures d'argent, les décorations du Président de la République. Devant lui, le collier de grand-maître de l'Ordre de la Légion d'honneur.

Aux angles quatre soldats d'infanterie au port d'armes. L'un d'eux, après être resté dix minutes au port d'armes, absolument immobile malgré l'émotion qu'il éprouve, manque de s'évanouir. On le conduit dans le jardin et on le remplace.

Dans la longueur du lit une double rangée de cinq prie-Dieu. De chaque côté, sur le premier, une religieuse est agenouillée.

L'absence de M. de Gourlet, indisposé, c'est M. Chancel, architecte de l'Élysée, qui s'occupe de tout. Il fait voler de crêpe les lustres, entourer de drapeaux tricolores les colonnes du dais.

Quand tout est en ordre, on échelonne les huissiers dans les salles du palais, pour le défilé du corps diplomatique, des anciens ministres, des membres de la Chambre, du Sénat et de tous les corps constitués.

Le premier qui vient est le général Zurlinden, accompagné d'un officier d'ordonnance. Longuement il contemple le défunt, puis se place, immobile, à

trois mètres du corps. Il restera là jusqu'à ce que soient descendus les officiers de la maison militaire, qui doivent recevoir les visiteurs.

Il est trois heures ; M. Henri Roujon approche. Il est chargé de faire placer la couronne envoyée par « les membres du gouvernement », une immense couronne d'orchidées que quatre hommes ont de la peine à porter. Il la fait déposer contre la muraille, à la droite du Président.

Arrivent le nonce avec Mgr de Belmonte, conseiller de la nonciature, et le secrétaire de la nonciature ; M. Lebon, ancien ministre ; MM. Cochery, père et fils ; Léon Bourgeois, ancien président du Conseil ; le général Borius, ancien chef de la maison militaire du Président de la République ; l'amiral Rieuher, Lefèvre-Pontalis, M. et Mme Vallé, etc.

La douzième couronne apportée, très grande et fort belle en bouquets de violettes et d'orchidées, ne porte sur son ruban qu'une seule initiale, un W sous une couronne impériale. C'est l'hommage de l'empereur d'Allemagne.

Une minute après, on apporte deux gerbes toutes pareilles, sur chacune desquelles on lit : « A notre allié, à notre ami. » Au ruban de l'une est épinglée la carte du Tsar ; au ruban de l'autre, la carte de la Tsarine.

A l'entrée de la cour d'honneur sont quatre tables, dont chacune porte deux registres bientôt couverts de signatures. On entre par une des portes latérales, on sort par l'autre.

Parmi les premiers signataires figure M. Casimir-Perier, ancien Président de la République.

Après trois heures de l'après-midi, bien qu'il y ait huit registres, il devient très difficile d'apposer sa signature. Au milieu de ceux qui font queue, nous reconnaissons M. Dumont, membre de la Société des Ingénieurs civils. Il présidait hier une séance qu'il a levée en signe de deuil ; il nous apprend que les ingénieurs Armengaud jeune et Janet ont remis leur conférence à huitaine.

On nous montre un vieil ami du Président de la République, qui monte chez Mme Félix Faure.

Il raconte ceci aux familiers de l'Élysée :

Le *Figaro*, dans son numéro du 15 janvier dernier, annonçait la mort subite, rue Saint-Denis, de M. de Clomesnil, ingénieur-expert de la Compagnie *la Foncière*, foudroyé par une attaque d'apoplexie.

Or M. de Clomesnil était, comme lui, un des condisciples de M. Félix Faure à l'école Pompadour, d'Ivry. Il avait continué à avoir d'excellents et cord

taille le savant chirurgien qui est plutôt petit; d'un geste affecieux et familier, le bras droit du chef de l'Etat s'appuie autour du cou et à l'épaule de son ami.

La santé antérieure du Président

M. Félix Faure avait belle allure, fière mine, taille droite, et personne ne se doutait qu'il fût menacé d'un mal aussi terrible que celui qui vient de le frapper. Quelques personnes cependant, M. Lannelongue entre autres, avaient que le chef de l'Etat était atteint de la maladie appelée artério-sclérose, c'est-à-dire d'un trouble de nutrition des vaisseaux sanguins, qui leur ôte de leur souplesse, les rend friables, calcaires et cassants. Rien ne prédisposait plus aux hémorragies cérébrales.

Il y a une dizaine d'années, M. Félix Faure fit une chute, et contusionna fortement son genou gauche. Il lui en était resté une déformation locale légère, bientôt compliquée de corps étrangers articulaires. Dans la cavité articulaire du genou, il avait de petites boules de substance calcaire, de temps à autre, lui causaient une douleur vive, et l'obligeaient, pour quelques secondes, à suspendre sa marche.

Un dernier, ces phénomènes douloureux prirent assez d'intensité pour qu'un examen minutieux fût pratiqué. Cet examen porta non seulement sur l'arthrite sèche du genou, mais encore sur la santé générale. On aussa le cœur qui n'avait qu'un peu gros, avec un léger bruit de frottement métallique à la base, (signe de sclérose de l'artère aorte), et quelques rares intermittences.

En somme, état fréquent chez les hommes d'un certain âge, astreints par profession aux émotions, aux fatigues fréquentes et aux grands dîners. (Le Président était plutôt sobre, pourtant.)

A la suite de cet examen qui révélait encore un peu d'amaigrissement, « d'atrophie » des muscles de la cuisse gauche, un traitement de massage et d'électricité fut institué et confié à M. le docteur Achard, un jeune et très distingué médecin des hôpitaux. En trois mois, l'atrophie musculaire guérit d'une façon complète, sans que le public ait été mis au courant de cet incident.

L'attaque d'apoplexie

C'est pour ces motifs que le professeur Lannelongue ne fut pas extrêmement surpris lorsque hier, à 6 h. 50, au moment où il rentrait en son hôtel de la rue François-I^{er}, on vint le chercher précipitamment. Il savait que le Président avait un système artériel très fatigué. Même au cours d'une conversation récente, il avait fait part de ses inquiétudes à M. Louis Barthou, l'ancien ministre de l'intérieur.

En arrivant à l'Élysée, il trouva M. Félix Faure dans son cabinet, couché sur un matelas qu'on avait étendu sur le tapis. En l'entendant se plaindre de malaise, de douleur à la nuque, et en le voyant défailir un peu pâle, le docteur Humbert, arrivé le premier, crut d'abord à une syncope survenue un peu après, M. Lannelongue et M. Bergeron, l'éminent secrétaire perpétuel de l'Académie de médecine, furent mis, par un symptôme nouveau, à même de faire un diagnostic plus précis : la partie droite du visage était flasque, inerte, paralysée, et les muscles du côté gauche de la face, conservant leur intégrité, tiraient à eux et faisaient dévier les traits.

A ce moment, le pouls, très plein, très fort, trop fort, battait exactement 74 à la minute, avec quelques intermittences. La respiration était normale. Le malade pouvait parler ; son attention, éveillée par les appels des médecins, demeurait entière. Il a pu dire à M. Lannelongue : — Je vous reconnais très bien. Vous savez que je vous aime beaucoup.

Pas de troubles de la sensibilité. Les deux mains seraient avec une force égale les mains qu'on leur tendait. Pas de paralysie des membres.

Vers huit heures la langue commença de s'emballer. Le professeur Polin, appelé en hâte, arriva vers huit heures vingt-cinq, au moment où le malade ne parlait déjà plus. A ce moment on put constater que le côté droit de la face, les membres supérieurs et inférieurs du côté gauche venaient de se paralyser.

Les médecins se regardèrent avec la même inquiétude. Il s'agissait d'une paralysie algide, c'est-à-dire d'une lésion sévère entre la partie inférieure du cerveau et la partie supérieure de la moelle épinière, au niveau de la protubérance, à un ou deux millimètres du bulbe, de cet endroit que Flourens appelait le *nodus vital*, point d'émergence des nerfs essentiels à la respiration et aux battements du cœur.

Le pronostic était fatal. La famille et M. le président du Conseil en furent prévenus.

A neuf heures, le Président perdit tout à fait connaissance. On essaya en vain des injections sous-cutanées de caféine et d'éther, des sanguines à la nuque, voire d'un lavement purgatif ; on couvrit littéralement la partie inférieure du corps de sinapismes. Tout resta sans effet.

A dix heures moins dix, après quelques roulements d'agonie, la face et les lèvres un peu bleues par l'asphyxie, le président Félix Faure rendit le dernier soupir.

Mort après tout élémentaire, qui foudroie en trois heures et délivre sans trop de douleur ni de déchirance.

La lésion du bulbe

D'autre part, nous avons demandé à notre collaborateur médical quelques renseignements techniques sur la nature et sur le siège de la lésion qui a déterminé la mort du Président.

Voici la description, très simplifiée et mise à la portée de nos lecteurs, qu'il en donne.

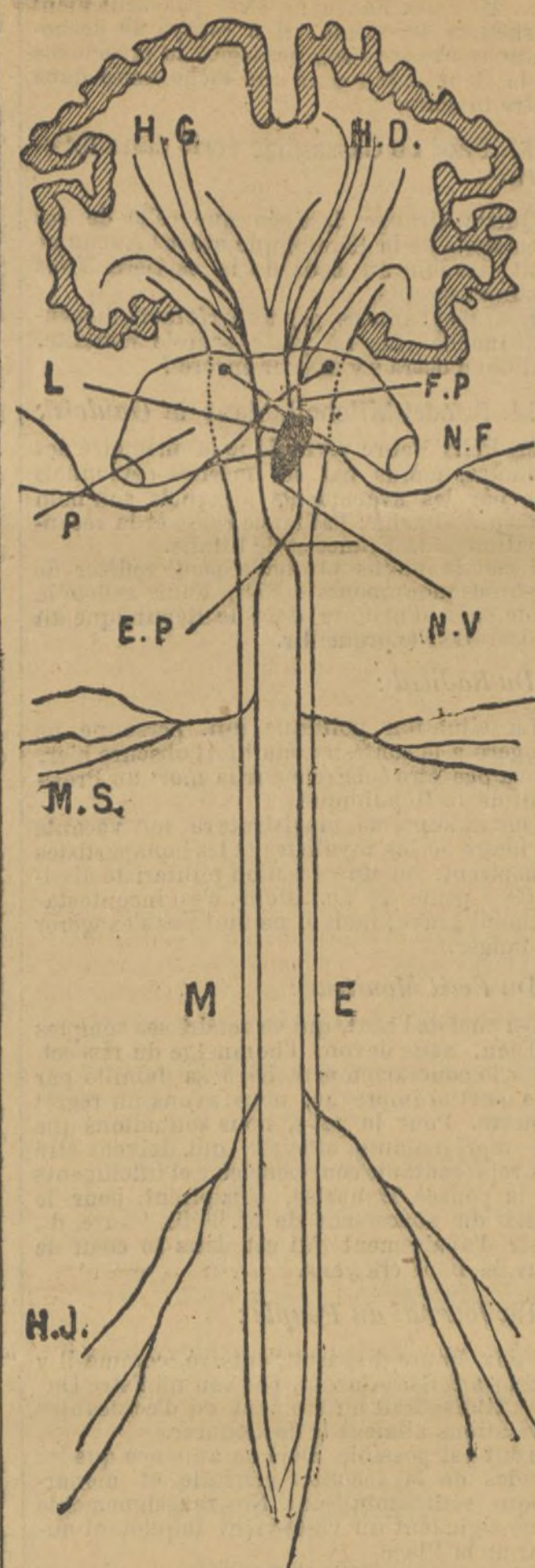
Il n'est pas besoin d'autopsie pour dire, à quelques millimètres près, en quel point siège la lésion destructive, et il suffit de lire l'interview du professeur Lannelongue pour savoir à quels désordres anatomiques correspondent les symptômes décrits par lui.

Le mal a évolué en trois brèves étapes : 1^o Paralysie de la face du côté droit ; 2^o Paralysie de la jambe et du bras du côté gauche, venant se surajouter à ce premier symptôme, pour constituer ce que les spécialistes appellent « une paralysie algide ».

3^o Enfin, troubles de la respiration, de la déglutition, troubles dans l'innervation du cœur, mort par asphyxie.

Un seul point des centres nerveux, pas plus large qu'une pièce de dix sous, commande à tous les organes touchés.

Veuillez jeter les yeux sur l'image ci-contre :



COUPE VERTICALE DU CERVEAU, DU BULBE ET DE LA MOELLE ÉPINIÈRE, MONTRANT LE SIÈGE DE LA LÉSION À LAQUELLE A SUCCEMÉ LE PRÉSIDENT FÉLIX FAURE.

H. G., hémisphère gauche du cerveau. — H. D., hémisphère droit. — N. V., nerf vital ; point d'origine des nerfs essentiels de la respiration du cœur. — N. F., nerf de la face. — P., protubérance ; pont de substance nerveuse jeté au-dessus du bulbe. C'est là que naît le nerf de la face, et que passe le faisceau des fibres nerveuses E. P., qui commandent aux mouvements des bras et des jambes. — E. P., entrecroisement de ce faisceau avec son congénère du côté opposé. — L., lésion ayant coupé le nerf de la face du côté droit et le faisceau de fibres qui commande aux mouvements des membres du côté gauche. — M. E., moelle épinière. — E. S., nerf du membre supérieur. — H. J., nerf du membre inférieur.

Elle représente, tant bien que mal, une coupe perpendiculaire du cerveau, de la moelle épinière et de l'organe qui les relie, le bulbe rachidien surmonté de la protubérance ou pont de Varole. De l'hémisphère droit et de l'hémisphère gauche du cerveau, vous voyez descendre le faisceau des fibres F. P., qui, après s'être entrecroisées en E. P., avec les fibres du côté opposé, descendent dans la moelle épinière pour aller commander aux mouvements du bras et de la jambe. Pour que le Président ait eu une paralysie du bras et de la jambe gauche, il a fallu que le faisceau de fibres, parti de l'hémisphère cérébrale droit, fût déchiré en un point de son trajet.

Mais, auparavant, l'illustre malade avait eu une paralysie de la face du côté droit. Suivons le trajet du nerf facial N. F. Il y a à deux qui s'entrecroisent, eux aussi, mais bien plus haut que le faisceau de tout à l'heure.

On il y a un point, le point L, où le nerf qui distribue la tonicité à la moitié droite de la face croise précisément le faisceau descendant qui commande aux mouvements des membres du côté gauche. C'est donc à ce point précis que, nécessairement, siège la lésion.

Or, ce point L est à quelques millimètres du bulbe proprement dit, et de l'endroit où en émergent les nerfs les plus essentiels à notre vie, ceux qui nous servent à avaler, à respirer, ceux qui font battre notre cœur.

La lésion, après avoir commencé par déchirer les fibres du nerf facial N. F., a rompu les fibres du faisceau descendant, après quoi elle a insensiblement gagné la zone N. V. — le « nodus vital », comme disait Flourens. Et là, c'était la mort inévitable.

Maintenant, quelle est la nature de cette lésion ? Il se pourrait qu'un petit caillot fût venu obstruer l'artère destinée à nourrir le territoire L, territoire qui ne peut que dépérir et perdre ses fonctions s'il est privé de la nutrition sanguine. Mais la marche rapide de l'événement fait croire bien plutôt à une hémorragie, à la rupture d'une petite artère et à un épanchement localisé de sang détruisant les tissus nerveux sur son passage. Usés par les émotions et les tracas professionnels, par les fatigues ; altérés aussi par la très périlleuse fréquence des grands dîners, les parois des artères s'affaiblissent, deviennent à la fois rigides et friables ; de petits anévrysmes miliaires — jadis décrits par M. le professeur Bouchard — se forment, se rompent un beau jour, et il se fait un épanchement sanguin auquel ne résiste pas la mollesse du tissu dont se constituent nos centres nerveux.

On peut donc conclure, pour ainsi dire sans crainte de se tromper, à une *hémorragie bulbo-protubérantielle* ayant débuté par la partie supérieure de la tache noire de notre image, pour gagner, en deux ou trois heures, la partie inférieure : le point vital.

Les Télégrammes de Condoléances

Les télégrammes de condoléances affluant à l'Élysée. Le premier télégramme émanant de l'étranger, arrivé au Palais, est celui de l'Empereur Guillaume, le second est celui du prince Ferdinand de Bulgarie, puis celui du Tsar.

Voici d'ailleurs le texte de ces principales dépêches :

Petersbourg, 17 février, 3 h. 45 soir. Madame Félix Faure, Élysée, Paris. Profondément affligé par la nouvelle du

décès de votre illustre époux, je m'empresse de vous exprimer la part vive et sincère que nous prenons, l'Impératrice et moi, à votre douleur et à celle de votre famille.

Nous partageons de tout cœur le deuil cruel qui vient de frapper la France entière.

NICOLAS.

Hubertusstock, le 17 février 1899, 9 h. 15 m. Mme Félix Faure, Paris.

Profondément ému par la nouvelle de la mort de votre époux, M. le Président de la République française, je m'empresse de vous exprimer quelle part sincère je prends à votre perte cruelle. L'Impératrice se joint à moi en formant les vœux les plus ardents pour que le Dieu tout-puissant veuille vous accorder la force pour pouvoir porter le deuil qui vous accable.

GUILLAUME I^{er}.

Vienne, 17 février 1899, 11 h. 55. S. M. l'Empereur et Roi, à Madame Faure, Palais de l'Élysée, Paris.

Profondément ému par le malheur qui vient de vous frapper, je vous prie, Madame, de croire à la part très vive et très sincère que je prends à votre grande douleur.

FRANÇOIS-JOSEPH.

Rome, Quirinal, 17 février, 1 h. soir. Madame Faure, Paris.

Profondément ému par le malheur qui vous frappe d'une manière si cruelle et inattendue, je vous adresse mes condoléances et celles de la Reine, avec les sentiments de la plus vive et sincère sympathie. L'Italie entière partage le deuil de votre famille et de la France pour la mort du Président Faure et s'associe aux hommages rendus aux grandes vertus de l'homme illustre regretté.

HUMBERT.

La Haye, le 17 février 1899, 11 h. 35 matin. Madame Faure, Élysée, Paris.

Je viens vous offrir, Madame, aussi au nom de ma mère, l'expression de ma vive et sincère sympathie dans la terrible perte que vous venez de subir par la mort du Président.

WILHELMINA.

Lisbonne, 17 février 1899, 12 h. 20 s. Madame Félix Faure, Paris.

Recevez l'expression de mes plus sincères condoléances pour vous et les vôtres.

ROI DE PORTUGAL.

Bruxelles, 17 février 1899, 2 h. 15. Madame Félix Faure, Paris.

Je vous prie, Madame, d'agréer l'hommage de la part profonde que je prends à votre grande douleur, à celle de Mlle Faure et de Mme et de M. Berge.

LÉOPOLD.

Berne, le 17 février 1899, 11 h. matin. Madame Félix Faure, Élysée, Paris.

La nouvelle de la catastrophe qui enlève soudainement à la République française son Président respecté de tous, et à votre famille un époux et un père tendrement aimé, nous a profondément émus.

Au nom du Conseil fédéral et du peuple suisse entier, je viens, avec respect, vous présenter nos condoléances sincèrement senties et l'hommage de notre sympathie la plus vive.

Le Président de la Confédération suisse, MUELLER.

Belgrade, 17 février 1899, 1 h. 35 soir. Madame Félix Faure, Paris.

Je vous prie de croire aux sentiments de douleur et de cordiale sympathie dont m'affecte la perte cruelle que vous venez de faire et qui frappe de deuil la France amie de mon peuple. Ces sentiments sont d'autant plus sincères et profonds que depuis de longues années j'entretenais avec votre époux d'étroits et si précieux rapports d'amitié personnelle.

ALEXANDRE.

Londres, le 17 février 1899, 10 h. 10 matin. Madame Faure, Palais de l'Élysée, — Paris.

Je vous prie, Madame, d'accepter l'expression de ma sympathie la plus vive à l'occasion de la triste perte que vous venez de subir.

ALBERT-ÉDOUARD.

Copenhague, le 17 février 1899, 12 h. 35 soir. Madame Félix Faure, Paris.

Exprimez notre plus vive part que nous prenons dans le malheur qui vient de vous frapper.

PRINCE, PRINCESSE ROYALE DE DANEMARK.

Belgrade, 17 février 1899, 1 h. 40 soir. Madame Félix Faure, Paris.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'hommage de la vive et sincère part que je prends à votre deuil et l'assurance du souvenir reconnaissant que je conserverai aux nombreux témoignages d'amitié dont le Président décédé m'a toujours honoré.

MILAN.

Sofia, 17 février, 1 h. 5. Madame Félix Faure, Paris.

C'est avec une profonde douleur que le gouvernement bulgare apprend la perte cruelle que vous venez d'éprouver en la personne de votre très cher époux, Monsieur Félix Faure, Président de la République française, enlevé d'une manière aussi inattendue à sa famille et à la France. En vous transmettant l'expression sincère des sentiments de sympathie dont nous sommes pénétrés, je vous prie d'être l'interprète de mes sentiments de douleur et vifs regrets en cette triste circonstance.

Le président du Conseil, Ministre des affaires étrangères, D. GRÉGOROFF.

Télégramme du roi de Siam :

C'est avec un profond regret que j'apprends la mort de M. le Président. Je vous prie d'agréer mes sincères condoléances.

Signé : CHULALONGKORN.

Télégramme du prince Malik Mansour Mirza :

A S. Exc. M. le ministre des affaires étrangères.

La mort subite du Président de la République me touche particulièrement au cœur. En dehors de ma sympathie pour la France, ma reconnaissance pour l'accueil que j'y ai reçu m'a fait désirer de venir vous rendre d'être l'interprète de mes sentiments de douleur et vifs regrets en cette triste circonstance.

Télégramme du roi de Grèce :

C'est avec une profonde émotion que j'apprends la perte si cruelle que vous venez de faire. Veuillez croire, Madame, à la part vive et très sincère que je prends à votre grande douleur.

Le souvenir de M. Félix Faure, Président de la République française, nous restera toujours cher et inoubliable.

Signé : GEORGES.

Télégramme du Khédive :

Très vivement affligé par la mort de votre époux bien aimé, le regretté Président de la République, je vous prie, Madame, d'agréer l'expression de mes sentiments de douleur et très respectueuse sympathie.

Signé : ABAS-HIMLI.

Télégramme du prince Ferdinand de Bulgarie à Mme Félix Faure :

Révéillé cette nuit par la terrible nouvelle, je ne puis encore y croire ; plongé moi-même dans la plus cruelle douleur, ce nouveau malheur me cause une peine très vive.

Je perds en la personne de votre regretté époux, l'éminent Président de la République française, un ami fidèle qui ne cessait de me donner des preuves de ses sentiments sincères et affectueux.

Veillez croire, ainsi que vos enfants, à ma très profonde sympathie et à mon entière compassion.

Signé : FERDINAND.

Le ministre des affaires étrangères répondra aux télégrammes de l'étranger ; le président du Conseil, ministre de l'intérieur, répondra à ceux venant de France.

AU QUAI D'ORSAY

M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, a adressé jeudi soir, aux ambassadeurs et représentants de la France auprès des gouvernements étrangers, la dépêche suivante :

Le Président de la République vient de succomber à une attaque d'apoplexie foudroyante. Veuillez en aviser le souverain auprès duquel vous êtes accrédité.

Les membres du corps diplomatique accrédités à Paris se sont rendus au ministère des affaires étrangères pour présenter à M. Delcassé les condoléances de leurs gouvernements respectifs.

M. de Leon y Castillo, ambassadeur d'Espagne, qui devait quitter Paris ce soir par le Sud-Express pour se rendre à Madrid, a suspendu son voyage à cause de la mort du Président de la République.

AU PÈRE-LACHAISE

M. Félix Faure sera, sur la demande de sa famille, enterré au Père-Lachaise, et non au Panthéon.

Chaque année, deux fois, le jour de la Toussaint et le jour du premier de l'an, M. Félix Faure se rendait au Père-Lachaise pour visiter la sépulture de famille où, à côté de ses grands-parents, reposent son père et sa mère.

Il ne manquait pas de venir encore cette année, nous disait hier un vieux garde du cimetière. Jamais il n'arrivait plus tard que huit heures du matin, désireux d'éviter la foule qui l'aurait troublé dans ses méditations. Je me rappelle que le 1^{er} janvier dernier, il voulut lui-même placer les couronnes et les fleurs qu'il avait fait apporter. Il y mit un soin que je remarquai, et rien n'était touchant comme le recueillement de cet homme, qui allait, quelques instants plus tard, recevoir tous les grands corps de l'Etat, humblement penché sur la tombe très modeste que vous voyez là.

La sépulture des familles Lebeault et Faure est, en effet, très simple : une pierre tombale entourée d'une grille en fonte. Sur cette pierre : une corbeille de plantes toujours vertes, un porte-couronnes sous le vitrage duquel sont rangées neuf couronnes d'immortelles et, enfin, une stèle gothique surmontée d'une croix et encadrant une plaque de marbre sur laquelle on lit six noms :

Pierre-Louis Cuisard, décédé à l'âge de soixante-trois ans, le 3 mars 1856.

Louise-Clairie Lebeault, née Cuisard, décédée à l'âge de vingt-deux ans, le 6 novembre 1856.

Joseph Lebeault, décédé à l'âge de cinquante-sept ans, le 20 juin 1875.

Marie-Octavie Cuisard, née Scheur, décédée à l'âge de quarante-neuf ans, le 14 juin 1843.

Rose-Adélaïde Faure, née Cuisard, décédée à l'âge de trente-trois ans, le 30 septembre 1852.

Jean-Marie Faure, décédé à l'âge de soixante-dix-neuf ans, le 23 janvier 1889.

Les trois derniers noms sont ceux de la grand-mère, de la mère et du père de M. Félix Faure.

La tombe est située dans la deuxième division, à droite de l'allée principale du Père-Lachaise, dans un étroit chemin, et l'on a peine à la découvrir au milieu des monuments qui l'entourent.

Par une coïncidence singulière, la médaille présidentielle à l'effigie de M. Félix Faure, dont la gravure et la frappe avaient été ajournées à la suite de certains travaux monétaires plus urgents, sortait des presses du quai Conti le jour même de la mort du Président de la République.

L'exemplaire en or qui avait été frappé pour le Président lui-même, sera offert à Mme Félix Faure.

Cette médaille, du module de 72 millimètres, présente à l'avant un portrait en profil — admirable de ressemblance et de vie — de M. Félix Faure par Chaplain, et au revers une allégorie de la France proclamant le nouveau Président, figure qui se détache sur un fond représentant le port du Havre avec, aux premiers plans, une charrette, une ruche d'abeilles et divers attributs du travail.

La Monnaie en fait faire une réduction à soixante-huit millimètres, module normal des médailles présidentielles, qu'elle vend au public. Mais le revers en sera différent.

On pourra ainsi se procurer le plus beau portrait qui ait été fait de M. Félix Faure, mais seulement dans quelques mois, avec l'assentiment de l'administration des beaux-arts, à laquelle appartient en ce moment les coins.

DANS L'ARMÉE

Le ministre de la guerre a envoyé dans la nuit de jeudi à vendredi, à deux heures, aux gouvernements militaires de Paris et de Lyon et aux commandants de corps d'armée un télégramme ainsi conçu :

Un grand deuil vient de frapper la nation : le Président de la République est mort, hier soir, à dix heures, enlevé par une attaque d'apoplexie.

A la première heure, hier matin, M. de Freycinet a envoyé une nouvelle dépêche dont voici le texte :

Je vous confirme mon télégramme de cette nuit et je vous prie de tenir la main à ce que :

1^o Les drapeaux des édifices militaires soient en berne et les drapeaux des régiments aient un crépe jusqu'après les obsèques ; 2^o Les officiers portent le crépe à l'épée pendant un mois.

DANS LA MARINE

Le ministre de la marine a adressé la dépêche suivante aux préfets maritimes des cinq ports, aux commandants du *Formidable*, à Brest, et du *Brennus*, à Villefranche ; aux commandants de la

marine à Alger et à Bizerte, aux commandants des bâtiments isolés, etc., etc.

À la profonde douleur de vous annoncer que le Président de la République a succombé, le 16 février, à dix heures soir, à une attaque d'apoplexie foudroyante. Veuillez immédiatement, et jusqu'à nouvel ordre, prendre les mesures de deuil suivantes : Drapeaux en deuil, pavillons en berne, verges en pante, coups de canon d'heure en heure tirés par le bâtiment commandant la rade de couleurs en couleurs.

Le ministre a reçu les dépêches suivantes :

Toulon, 17 février.

Je viens en mon nom, et au nom de tout le personnel du 5^e arrondissement maritime, exprimer la profonde tristesse que nous fait éprouver la douloureuse nouvelle que vous nous annoncez. Veuillez être notre interprète auprès du président du Conseil ; j'envoie mes condoléances à Mme Félix Faure et à sa famille, par le secrétaire général de la Présidence.

Brest, 17 février.

L'escadre du Nord, profondément affligée du grand malheur qui frappe le pays, adresse au gouvernement l'expression de sa douloureuse émotion. Le pavillon national sera arboré en berne sur tous les bâtiments de l'escadre, à huit heures du matin.

L'amiral Barrera a transmis à Paris les dépêches suivantes :

Brest, 17 février.

Monsieur le ministre de la marine, Le cruel événement que le ministre de la marine vient d'annoncer au préfet maritime de Brest l'a profondément impressionné, ainsi que le personnel placé sous ses ordres.

En cette pénible circonstance, tous s'unissent pour faire parvenir au gouvernement l'expression de leurs douloureux regrets.

BARRERA.

Le préfet maritime de Brest à Mme Félix Faure.

Le vice-amiral commandant en chef le 3^e arrondissement maritime, profondément ému avec la France entière du grand malheur qui frappe Mme Félix Faure et sa famille, leur adresse, en son nom et au nom du personnel placé sous ses ordres, la douloureuse expression de ses respectueuses condoléances.

BARRERA.

En rade, tous les bâtiments ont leurs verges en pante ; Brest a pris une parure de deuil : de nombreux pavillons cravatés de deuil flottent aux fenêtres.

Le consul d'Angleterre à Brest, le capitaine de vaisseau en retraite Herbert Gye, en grande tenue, accompagné du vice-consul, M. Bonar, se sont rendus près de M. Verne, sous-préfet de Brest, pour lui exprimer leurs condoléances.

Rochefort, 17 février.

Reçois télégramme annonçant le décès du Président de la République. Vous exprime la part sincère que je prends à ce douloureux événement.

La Montagne, 17 février.

S'associant à votre douleur et au deuil de la France, le personnel d'Indret tout entier vous prie, avec moi, de transmettre à Mme Félix Faure l'expression respectueuse de ses regrets et de sa profonde sympathie.

DANS LES COLONIES

Le ministre des colonies a envoyé hier soir, à onze heures, aux gouverneurs généraux et aux gouverneurs des colonies, le cahier suivant :

J'ai la profonde douleur de vous annoncer que M. le Président de la République vient de succomber aux suites d'une attaque d'apoplexie foudroyante. Gouvernement prescrit deuil un mois.

Avant midi, M. Guillaud recevait la réponse du gouverneur de l'Indo-Chine :

Mgr Renou vient d'adresser une lettre circulaire au clergé et aux fidèles de son diocèse :

Placés, dit le vénérable archevêque, entre l'événement qui met la France en deuil et les obligations sacrées qui doivent lui donner un nouveau chef, c'est vers Celui qui préside aux destinées des peuples que nous devons tourner nos regards attristés et lever nos bras suppliants, pour lui demander de prendre en main la cause d'une grande nation qui malgré tout est demeurée son héritière.

Puis il ordonne des prières pour le repos de l'âme de M. Félix Faure et décide qu'un service sera célébré ultérieurement en sa cathédrale.

La Chambre de commerce a envoyé un télégramme de condoléances à Mme Félix Faure.

Nancy. — La mort de M. Félix Faure a produit une profonde impression à Nancy.

A l'hôtel de Ville, un immense trophée de drapeaux voilés de deuil a été arboré. Il en a été de même à la préfecture.

Paris. — A la nouvelle de la mort de M. Félix Faure, les cercles étrangers ont mis leurs drapeaux en berne, toutes les fêtes ont été contremandées.

Fontainebleau. — Ce matin, une proclamation de la municipalité de Fontainebleau a annoncé aux habitants la nouvelle de la mort du Président de la République. La municipalité, se faisant l'interprète de la population, a, dès la première heure, adressé un télégramme de condoléance à Mme Félix Faure et à sa famille.

Saint-Etienne. — La nouvelle de la mort de M. Félix Faure a produit ici une douloureuse émotion.

Dès ce matin, la municipalité s'est réunie et a envoyé des télégrammes de condoléances au président du Conseil et à Mme Faure. Elle a adressé une proclamation à la population, pour l'inviter à pavoiser en signe de deuil. Tous les édifices publics ont leurs drapeaux en berne.

Les troupes sont consignées.

Rodez. — La nouvelle de la mort du Président de la République a causé ici une émotion douloureuse et sincère. La préfecture a été aussitôt fermée en signe de deuil. Le drapeau national a été mis en berne sur les édifices administratifs. Les réverbères publics, recouverts d'un crêpe noir, ont été allumés et le gros bourdon de la cathédrale a sonné le glas.

Une cérémonie funèbre, à laquelle assistaient tous les fonctionnaires, a été célébrée, à dix heures, en l'honneur du regretté Président.

Marseille. — La mort de M. Félix Faure a produit à Marseille une impression profonde.

Dès ce matin, les consuls des puissances étrangères se sont rendus à la préfecture pour présenter leurs compliments de condoléance.

Tous les monuments publics, les établissements de crédit, les cercles, etc., ont leurs drapeaux en berne.

Les registres qui ont été placés à la porte de la préfecture se couvrent de nombreuses signatures.

Toulon. — Depuis ce matin tous les établissements maritimes militaires et civils ont les pavillons en berne, ainsi que tous les navires présents sur rade. A Villefranche et au golfe Juan, tous les bâtiments de l'escadre de manœuvre ont également mis leurs pavillons et marques distinctives en berne.

Le cuirassé espagnol le *Delago*, qui se trouve en rade de la Seyne, a aussi pris le deuil.

La nouvelle de la mort du Président a stupéfié la population de notre grand port de guerre, qui avait eu l'occasion de recevoir M. Félix Faure, et comme ministre de la marine, et comme chef de l'Etat.

Un douloureux événement s'est produit cet après-midi à bord du *Magenta*, qui tire d'heure en heure, à l'occasion de la mort de M. Félix Faure, un coup de canon. A deux heures, le salut fut donné par un coup de feu d'une pièce de 47 mm. Tout près de la pièce, un matelot, le nommé Adolphe Crapain, transmettait des ordres par signaux à bras. Par suite d'un faux mouvement, il se trouva tout justement dans la direction du coup et il reçut la décharge en pleine poitrine. Le malheureux tomba sur le pont et on le releva ensanglanté. Transporté à l'hôpital principal de la marine, Crapain a rendu le dernier soupir à cinq heures.

Adolphe Crapain était âgé de vingt et un ans et originaire de Brest.

Alger. — La nouvelle de la mort du Président a causé en ville la plus douloureuse surprise. Tous les consuls étrangers, les édifices et plusieurs maisons particulières ont mis leur drapeau en berne. Les navires ancrés dans le port ont également hissé leur petit pavois, en signe de deuil, et mis les verges en croix.

Un registre, déposé au palais Malakoff, a été immédiatement couvert de signatures.

On ne s'entretient que de tristement dans les cercles et établissements publics. Ce soir, les théâtres resteront fermés.

Dès que la nouvelle a été connue, M. Bonvagnet, délégué, a fait afficher une proclamation dans laquelle il demande à la population patriotique d'Alger d'attendre avec dignité la décision du Congrès.

Toute la journée, la ville est restée sous la même impression de calme attristé.

Tunis. — La nouvelle inopinée de la mort de M. le Président de la République a produit l'émotion la plus profonde parmi la colonie française et la population de Tunis.

La résidence a aussitôt mis son drapeau en berne, cravats de crêpe noir. Tous les consuls ont hissé leur drapeau à mi-mât, ainsi que les bâtiments administratifs.

Le bey a envoyé porter ses condoléances à M. le résident de France, par une personne de son entourage. Tous les consuls, les généraux et les chefs d'administration sont venus exprimer leurs sentiments de tristesse et de regrets profonds.

De toutes les villes de France nous parvenons ainsi d'innombrables télégrammes qui nous ont été impossibles de publier, faute de place. Partout, la nouvelle de la mort foudroyante du Président de la République a provoqué une profonde émotion. Dans les coins les plus reculés, comme dans les plus grandes villes, le deuil est général.

Argus.

L'IMPRESSON A L'ÉTRANGER

Voici les dépêches que nous recevons de nos correspondants au sujet de la mort du Président de la République :

A ROME

La mort du Président Félix Faure a été connue à Rome un peu avant minuit. Les théâtres étaient encore ouverts. La nouvelle s'y répandit aussitôt, produisant une impression considérable.

Les hommes politiques italiens qui ont eu l'occasion d'approcher M. Faure en faisaient le plus grand éloge et avaient fait partager leur sympathie dans le monde politique et dans l'opinion publique en Italie.

Hier soir, le général Pelloux s'est rendu au Quirinal pour informer le Roi du triste événement. Sa Majesté en a été très affectée, d'autant plus qu'elle atten-

dait la première occasion pour donner à M. Faure un gage d'amitié, c'est-à-dire le collier de l'Annunciade pour ce qu'il avait fait en vue du rapprochement des deux pays.

Il n'est pas d'usage de donner cette distinction, la plus haute, à la suite d'un traité de commerce. Seulement, le roi Humbert et M. Pelloux avaient déjà examiné les circonstances éventuelles et prochaines qui auraient fourni l'occasion désirée.

Dès huit heures du matin, le général Pelloux s'est empressé de se rendre au palais Farnèse, présenter à l'ambassadeur Barrère les condoléances du gouvernement italien.

Tous les ministres s'y sont rendus ensuite.

A dix heures, les couloirs de Montecitorio étaient déjà animés. Tous les députés déplorait la mort du Président, aussi bien au point de vue italien qu'au point de vue français.

M. Zanardelli avait convoqué le bureau de la présidence pour s'entendre au sujet de la part que le Parlement doit prendre au deuil de la France. Les ministères, les édifices publics ont arboré le drapeau à mi-hampe. Dans les rues, les cafés, on lit avec avidité les journaux, mais on y trouve peu de détails.

A midi, M. Barrère s'est rendu au Quirinal pour annoncer officiellement au roi Humbert la mort de M. Félix Faure. Déjà, la veille, le Roi avait reçu l'ambassadeur, qui était allé le remercier du grand-cordon de l'Ordre des Saints-Maurice-et-Lazare que Sa Majesté lui a conféré. Certes, le Souverain ne s'attendait guère à le recevoir de nouveau aujourd'hui en de telles circonstances.

Le roi Humbert, avec des paroles de sympathie, a témoigné à l'ambassadeur combien il prenait part à la douleur de la France et à celle de M. Barrère même, qu'il savait lié d'étroite amitié avec le Président de la République.

M. Barrère, que j'ai vu voir ce matin, encore sous la première impression de la douloureuse nouvelle, me disait qu'à son avis, M. Faure serait mort des suites de la rupture d'un anévrysme.

Duins quelque temps, le Président souffrait d'une maladie de cœur.

Ce propos, l'ambassadeur m'a rappelé qu'il y a quatre ans, se trouvant avec M. Faure à la chasse, dans une petite localité d'Autriche, à Eferding, le Président fut pris d'une syncope, et il fallut le transporter au hameau voisin. Lorsque, dernièrement, M. Barrère alla le saluer, à la veille de rentrer à Rome, M. Faure se plaignait de suffocations et, mettant le doigt sur son cœur, il dit : « Je mourrai de cela ».

L'affluence des visiteurs au palais Farnèse n'a pas discontinué de toute la journée. Le registre déposé à la chancellerie s'est vite couvert de signatures. A trois heures MM. di Rudini et Luzzatti sont montés chez l'ambassadeur. Le président de la Chambre, M. Zanardelli, les y rejoignait bientôt, apportant l'expression des sentiments de condoléance du Parlement. Il l'a fait avec une grande éloquence, et a parlé en termes émus de M. Félix Faure. Sur la proposition du général Pelloux, président du Conseil, la Chambre a décidé de suspendre les séances pendant deux jours.

Le discours de circonstance de M. Zanardelli, son président, a été écouté par la Chambre, debout, au milieu d'un silence recueilli.

Affluence également au palais Rospigliosi, siège de l'ambassade près le Saint-Siège. Mais alors les visiteurs étaient des cardinaux, des prélats, les personnages de l'aristocratie romaine, restés fidèles au Vatican, accompagnés de M. de Navenne.

L'ambassadeur, M. Nisard, s'est rendu à onze heures au Vatican faire part au cardinal Rampolla de la nouvelle officielle de la mort du Président de la République.

Le secrétaire d'Etat de Léon XIII a exprimé ses regrets et ceux du Saint-Père qui, dès les premières heures de la matinée, avait fait télégraphier à Mgr Clari, en le priant de faire part au gouvernement français de ses sentiments de condoléance.

Mardi prochain sera célébré, à Saint-Louis-des-Français, un service funèbre pour le repos de l'âme de M. Félix Faure.

Je tiens à répéter, en terminant, que la part prise par les Italiens au deuil de la France est générale et sincère. Les journaux sont unanimes dans l'expression de ce sentiment. — FELIX.

A BERLIN

Les sympathies dont l'ambassade française a été entourée, à l'occasion de la mort du Président de la République, ont eu un caractère vraiment touchant de cordialité.

Dès la première heure, Guillaume II exprimait, dans une dépêche chaleureuse, à notre ambassadeur, la part qu'il prend, ainsi que l'Impératrice, au deuil de la France.

Dans la matinée, M. von Bulow, ministre des affaires étrangères, venait répéter de vive voix, et au nom de l'Allemagne officielle, les mêmes assurances de sympathie. Mais le moment le plus ému, au point de vue de la vieillesse, fut celui où le vieux prince Hohenlohe, à la tête du Reichstag, d'une voix émue, et dans un profond silence, la déclaration suivante :

J'ai à faire savoir à l'auguste Assemblée que M. Félix Faure, Président de la République française, a succombé subitement hier soir à une attaque d'apoplexie. Je suis certain que les représentants du peuple allemand se joindront à l'Empereur et aux gouvernements confédérés pour exprimer leur sincère et cordiale sympathie à la nation française qui déplore la mort de l'homme qui, pendant tout le temps qu'il a été chef d'Etat, n'a jamais cessé de servir les grands intérêts de la paix, de la concorde et du bien-être des peuples.

En songeant au lien commun qui unit toutes les nations civilisées, nous exprimons aussi le deuil que nous cause la perte éprouvée par le peuple français, qui n'a cessé à aucune époque d'être un des grands champions de la civilisation.

Pendant l'allocution du chancelier de l'Empire, les membres de tous les partis se sont levés. M. de Ballestrem, président, a dit : « Les membres du Parlement allemand se sont levés en signe de sympathie, et je le constate ».

Sans vouloir donner à ces marques de sympathie une portée politique, on ne peut que louer la bonne grâce avec laquelle l'Allemagne officielle s'est acquittée d'un devoir de courtoisie, et y voir un nouveau symptôme de la détente que j'ai déjà signalée dans les relations des deux pays.

Le corps diplomatique, l'aristocratie

berlinoise ont défilé sans interruption, cet après-midi, au Pariserplatz.

M. de Bulow a fait une longue visite à M. le marquis de Noailles et lui a exprimé ses condoléances à l'occasion de la mort du Président de la République.

Guillaume II a reçu la nouvelle de la mort à Hubertusstock. Outre la dépêche dont je vous parle plus haut, il a envoyé un aide de camp à l'ambassade de France pour offrir ses condoléances.

Le public s'arrache les éditions spéciales des journaux donnant les dernières nouvelles de Paris. — CH. BONNEFON.

A BRUXELLES

La nouvelle de la mort du Président de la République française a circulé jeudi soir, dès onze heures et demie, dans les principaux établissements du centre de la ville. Partout elle a produit la même impression d'étonnement, d'émotion douloureuse : « Comment a-t-il été assassiné ? Qui l'a tué ? » Telle était la question que chacun formulait au premier moment, tant était générale la pensée de M. Faure, comme le malheureux Sadi-Carnot, était tombé sous les coups d'un assassin. Le même sentiment s'est manifesté ce matin.

La vérité, bientôt connue par tous ceux qui s'étaient attachés les journaux, n'a pas diminué l'émotion.

Un nombre de façades de la ville, le drapeau français a été arboré en berne et voilé de crêpe.

M. Gérard, ministre de France, a été informé hier soir, vers onze heures, par un télégramme officiel de M. Delcassé. Nous avons été reçu ce matin par M. Gérard à l'hôtel de la légation, rue Belliard.

« Pauvre France, dit le ministre, elle traverse une crise bien pénible ! » De nombreuses personnes étaient déjà allées s'inscrire à la légation.

Le premier qui, à une heure très matinale, a présenté ses condoléances personnelles à M. Gérard est M. le comte d'Alvensleben, ministre d'Allemagne. Après cette visite très cordiale, M. d'Alvensleben est parti pour Berlin. Ont été reçus successivement ensuite par M. Gérard : le ministre de Russie, M. de Giers, qui s'est longuement entretenu avec son collègue français ; sir Francis Plunkett, ministre de Grande-Bretagne et d'Irlande ; MM. Begemann, ministre de la justice en Belgique ; le président de la Chambre ; puis un certain nombre de diplomates.

A dix heures, M. Gérard s'est rendu au ministère des affaires étrangères, où il a officiellement annoncé à M. de Favereau le décès du Président de la République. Il s'est rendu de là au palais de Bruxelles où la nouvelle avait déjà été télégraphiée par le baron d'Anethan, ministre de Belgique à Paris, qui avait reçu mission de porter à M. Dupuy les condoléances de Sa Majesté.

Le Roi a envoyé en outre un télégramme de condoléances à Mme Félix Faure à onze heures. M. de Favereau, ministre des affaires étrangères, accompagné du baron Lambertmont, ministre d'Etat et de son chef de cabinet, est allé à la légation de France présenter à M. Gérard les condoléances du gouvernement belge.

La Cour prendra le deuil pour huit jours à partir d'aujourd'hui. A l'ouverture de la séance de la Chambre, le président M. Beernaert s'est levé et a prononcé l'allocution suivante que l'Assemblée écoute debout :

Messieurs, ce matin est arrivée à Bruxelles la triste nouvelle du décès de M. Faure, président de la République française. Je suis sûr d'être votre interprète à tous, avec une profonde sympathie, en associant la Chambre des représentants au deuil d'une nation amie et aux regrets que doit exciter une mort aussi prématurée qu'inopinée.

M. de Raveaux, ministre des affaires étrangères, a dit ensuite :

Au nom du gouvernement, je m'associe aux sentiments que notre honorable président vient d'exprimer et à l'hommage qu'il a rendu à la mémoire de M. Félix Faure, président de la République française. Le pays prendra part au deuil d'une nation voisine et amie de la Belgique. J'ajouterai que j'ai immédiatement chargé notre ministre à Bruxelles à Paris de porter au gouvernement de la République française et à la veuve du Président l'expression de sa vive et profonde sympathie.

M. Woeste, chef de la droite, a déclaré après :

Au nom de mes amis politiques, je ne puis que m'associer au deuil politique qui vient de frapper une nation voisine et amie. Les hommes meurent, mais les nations et la société subsistent, et nous ne pouvons que souhaiter que la France supporte vaillamment cette épreuve afin de continuer à remplir le rôle que son histoire et ses traditions lui réservent.

Un rédacteur de l'*Etoile belge* s'est rendu à l'hôtel du prince Victor où il a été reçu par le gentilhomme de service, M. le marquis de La Grange. Voici en quels termes il rend compte de sa visite :

C'est par une communication téléphonique de Paris, nous dit M. le marquis de La Grange, que le prince Victor a appris la nouvelle de la mort de M. Félix Faure. Il était absolument atterré et ne pouvait y croire. Nous demandâmes confirmation de la nouvelle, ce qui fut fait bientôt. Avers, pendant plus d'une heure, le prince Napoléon a entretenu des douloureux événements qui se succèdent en France avec une soudaineté effrayante. Chaque jour, c'est un nouvel incident grave, et me disait Monseigneur, qui donc eût pu croire que le Président, doué d'une santé si belle, si florissante, quelques heures après avoir présidé un Conseil de ministres, allait succomber d'une façon aussi foudroyante ? Je puis vous le dire, monseigneur, le prince Napoléon a été impressionné, et il l'est encore, je vous assure. Puis, voyez-vous, à côté du rôle politique joué par M. Félix Faure, il y a l'homme, il y a sa famille, et les questions de parti doivent s'effacer quelque peu pour songer à la douleur de celle-ci.

— Mais, demandons-nous, quelles sont les intentions du prince ? Doit-il recevoir des amis ici ? N'a-t-il pas l'intention de lancer un manifeste ?

— Il ne m'est pas possible de vous répondre. Laissez-moi vous dire que lorsque le prince Napoléon poursuit une idée, un but, il est très peu communicatif ; certes, il entretient ses amis, mais toute sa ligne de conduite, il se la trace lui-même.

« Depuis ce matin, de très bonne heure, le prince Victor est seul dans son cabinet de travail, et personne ne peut le déranger. Je puis vous affirmer qu'il n'y a ici que Monseigneur et moi-même, et nous n'attendons personne, actuellement du moins. » — G. LEMAIRE.

A LONDRES

La nouvelle de la mort du Président a été reçue hier soir à la Chambre et dans les clubs, d'abord avec incrédulité. Elle a produit une vive et profonde impression, qui a augmenté ce matin, quand la masse du public a appris l'événement à l'ambassade où, dès ce matin, le drapeau tricolore flottait à mi-mât, et où les télégrammes et les visiteurs ont afflué.

La Reine, après avoir expédié un télégramme à Mme Faure, a envoyé à M. Cambon, pour lui exprimer ses condoléances, son écuyer qui suivait de près ceux du prince de Galles, du duc d'York et de la princesse Louise.

Les membres du gouvernement et le speaker des Communes sont venus où se sont fait inscrire, ainsi que tous les ambassadeurs et ministres accrédités à Londres, et un grand nombre de diplomates.

Le lord-maire a été un des premiers à envoyer un télégramme de condoléances. Tous les journaux publient des articles nécrologiques très élogieux et expriment les regrets que leur cause la mort de M. Félix Faure ; ils sont en cela les fidèles interprètes de l'opinion publique.

Les Anglais avaient, en effet, une réelle sympathie pour le Président, dont les allures et la correction leur plaisaient. Ils aimaient à dire qu'il avait l'air d'un « English gentleman », ce qui est, on le sait, le plus grand éloge que les Anglais puissent faire d'un homme.

Cet après-midi, lord Salisbury, à la Chambre-Haute, en présence du prince de Galles qui assistait à la séance, a dit en excellents termes les regrets que lui inspirait la mort de M. Félix Faure, dont il a fait l'éloge, en déplorant les circonstances dans lesquelles elle se produisit et en exprimant l'espoir que celui qui lui succéderait soit animé des mêmes sentiments d'impartialité et de justice.

Lord Kimberley s'est associé à ces paroles.

Aux Communes, M. Balfour a exprimé les mêmes sentiments, et sir Campbell Bannerman, au nom de l'opposition, s'y est également associé.

Je dois dire que ces manifestations de regrets et d'estime pour le Président et de sympathie pour la France, dans la nouvelle épreuve qu'elle traverse, sont sincères et bien en harmonie avec les sentiments intimes de la grande majorité des Anglais.

Quoique, dans cette manifestation amicale d'un peuple chevaleresque, où il ne faille pas voir une intention politique, il n'en est pas moins vrai qu'elle est d'autant plus marquée qu'elle coïncide avec une amélioration des rapports anglo-français et peut indiquer le désir d'un rapprochement.

Il va sans dire que l'on commente beaucoup les conséquences politiques de la mort du Président. Mais je vous ferai grâce de ces commentaires, qui d'ailleurs seraient superflus, et qui reflètent trop exactement les tendances particulières des journaux anglais depuis quelques mois, lorsqu'ils s'occupent de politique française.

Il en coûte à beaucoup de reconnaître qu'ils se sont trompés, et le calme qui règne en France les déçoit, bien que, sans doute, il leur réjouisse, étant donné les sentiments amicaux qu'ils professent pour la France. — P. VILLARS.

A MADRID

La mort si inattendue du président Félix Faure a produit, dans tous les cercles politiques, une douloureuse impression. La nouvelle a été connue à deux heures du matin, heure à laquelle est aussi arrivé le télégramme officiel adressé à l'ambassade par le gouvernement français.

On se livre déjà au calcul des probabilités quant à l'homme politique sur qui se portera le choix du Congrès.

La Reine régente a envoyé ce matin le grand maître du Palais et le chef de sa maison militaire présenter à M. Patenôtre ses condoléances et celles de son gouvernement. Beaucoup de maisons françaises ont arboré le drapeau national cravaté de crêpe.

Un service solennel sera célébré pour le repos de l'âme du regretté Président. — FIGARO.

DANS LA PRESSE

Nous avons pu donner, dès hier, l'impression de quelques journaux sur le mort soudain de M. Félix Faure et sur les conséquences qu'elle peut avoir en ce moment. Complétons cette revue de la presse.

M. Ernest Judet écrit dans le *Petit Journal* :

L'impulsion constitutionnelle du chef de l'Etat devant le deuil ne lui épargnait pas les soucis et la responsabilité morales : il succombe sans doute sous leur poids et sa fin accidentelle est aussi une fin tragique.

De l'*Eclair* :

La disparition si brusque de M. Félix Faure sera un deuil pour la France républicaine, qu'il a servie en homme de bien et en patriote, loyalement, avec ses qualités. Il a mis quelque panache à sa fonction ! Ce n'est point pour déplaire en ce pays qu'est le nôtre. Sa mémoire en recevra aujourd'hui, et de tous, le fidèle témoignage.

Du *Soleil* :

Plus d'une fois les angoisses ont dû troubler son sommeil. Sa confiance et sa tranquillité ne furent peut-être qu'apparentes à la surface. Et encore quand, des l'après-midi, on le voyait, à cheval, traverser, tranquille et souriant, les allées du bois de Boulogne, voulait-il rassurer les esprits, chasser les inquiétudes ? Aucun homme n'eût plus dans son étoile et, il faut le dire, ne fut plus autorisé par les événements à croire à sa destinée.

M. Edouard Drumont écrit dans la *Libre Parole* :

A l'extérieur, une guerre presque imminente avec l'Angleterre ; à l'intérieur, un complot contre la Patrie, ouvertement tramé par des traitres qui se glorifient de leur crime... Voilà à quelle heure de l'histoire s'est cet homme incolore et bête, ce privilégié qui, à une époque où tout le monde a souffert dans ses croyances, dans ses espoirs, dans son patriotisme, dans ses intérêts même, a été constamment et imperturbablement heureux...

M. Yves Guyot dans le *Siècle* :

M. Félix Faure parut obéir aux chantages de la *Libre Parole*. Gyp était l'intermédiaire entre lui et Drumont. Ces connivences permettaient toutes les hypothèses et elles restèrent une tache sur la mémoire de M. Félix Faure.

Il prit ouvertement parti contre la cause de la justice et de la vérité dans l'affaire de la révision du procès Dreyfus.

Il complota avec Mercier, Zurlinden et Chanoine. Il fut pour Esterhazy contre Dreyfus.

M. Félix Faure ne s'est pas seulement déshonoré lui-même : il a essayé de déshonorer la France ; son passage à la présidence de la République sera une tache noire dans notre histoire.

M. Paul de Cassagnac écrit dans l'*Autorité* :

Quelle étrange destinée que celle de ces présidents de la République athée ! Aucun ne peut parvenir au bout de la carrière. Tous restent en route.

Lours sept années, par un arrêt fatal, demeurèrent inachevées. La place semble maudite. Qui donc osera s'y asseoir encore ?

M. Robert Mitchell, dans le *Gaulois* :

M. Félix Faure vivra dans la mémoire des hommes, moins par ses mérites personnels que par les événements auxquels son nom demeure attaché : l'alliance russe et la réconciliation de la France et de l'Italie.

L'eau la moins profonde peut refléter de superbes monuments : Félix Faure reflète la seule page d'histoire dont la République ait le droit de s'enorgueillir.

Du *Radical* :

La situation politique qui, personne ne songera à le contester, était fort obscure hier, ne va pas être éclaircie par la mort du Président de la République.

Que la suprême magistrature soit vacante à l'heure où les royalistes et les bonapartistes comprennent, que une fraction militariste dissimulée à peine sous les amitiés, d'incontestable gravité ; mais il ne faut pas s'exagérer le danger.

Du *Journal du Peuple* :

Aux chefs de l'Etat, qui va rendre ses comptes à Dieu, nous devons l'hommage du respect. Pour le citoyen attaché à sa famille par une mort si imprévue, nous avons un regret : il appartient à nos représentants officiels, qui doivent être les représentants consciencieux et intelligents de la pensée française, s'inspirent, pour le choix du successeur de M. Félix Faure, du désir d'apaisement qui est dans le cœur de tous les bons citoyens.

Du *Journal du Peuple* :

Félix Faure disparaît, enterré, comme il y a cinq ans Sadi-Carnot, par son ministre Dupuy. Il disparaît au moment où d'écrasantes révélations allaient le déshonorer.

Tout est possible. Déjà on annonce que les bandes de la réaction clérical et monarchique sont mobilisées. Nos renseignements nous signalent un va-et-vient inquiétant autour de la Place.

Démocrates, veillez ! Révolutionnaires, attention !

De la *Liberté* :

La vacance du pouvoir suprême est ouverte, à une heure trouble, dans une période de discordes civiles, à la veille de lendemains si inquiétants, mais au moins incertains... Il appartient donc aux bons citoyens de prouver, par la correction de leur attitude, par le respect rigoureux de l'ordre dans la rue, qu'ils sont dignes de la liberté.

Du *Temps* :

Félix Faure laissera le souvenir d'un brave homme et d'un bon citoyen ; on trouvera peut-être que ce sont là des qualités modestes pour un chef d'Etat : dans une démocratie jalouse et agitée, comme l'est trop souvent la nôtre, elles ne sont pas sans avoir quelque prix.

Du *Journal des Débats* :

M. Félix Faure laissera dans l'histoire de la troisième République le souvenir d'un homme heureux, qui semblait porter bonheur. Aussi y a-t-il, dans sa brusque disparition, quelque chose d'inquietant, comme si une chance obstinée favorable venait tout d'un coup à s'interrompre, en face d'un avenir obscur.

M. Léon Bailby écrit dans la *Presse* :

Le regretté Président aura, jusqu'à son dernier moment, conservé cette allure décorative pour laquelle il affichait d'innocentes préférences. Il pouvait mourir prosaïquement dans son lit. Mais il n'est pas jusqu'aux moindres détails de cette mort sur le, sur un lit de

